

ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

Classe des Sciences Morales et Politiques

Mémoires in-8°, Nouvelle Série, Tome 50, fasc. 4, Bruxelles, 1990

Le voyage du Prince Albert  
au Congo en 1909

PAR

E. VANDEWOUDE

Membre de l'Académie

KONINKLIJKE ACADEMIE VOOR OVERZEESE WETENSCHAPPEN

Klasse voor Morele en Politieke Wetenschappen

Verhandelingen in-8°, Nieuwe Reeks, Boek 50, afl. 4, Brussel, 1990

ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

Classe des Sciences Morales et Politiques

Mémoires in-8°, Nouvelle Série, Tome 50, fasc. 4, Bruxelles, 1990

Le voyage du Prince Albert  
au Congo en 1909

PAR

E. VANDEWOUDE

Membre de l'Académie

KONINKLIJKE ACADEMIE VOOR OVERZEESE WETENSCHAPPEN

Klasse voor Morele en Politieke Wetenschappen

Verhandelingen in-8°, Nieuwe Reeks, Boek 50, afl. 4, Brussel, 1990

---

Mémoire présenté à la séance de la  
Commission d'Histoire tenue le 9 novembre 1988

---

Publication décidée par la Classe des  
Sciences morales et politiques en sa  
séance du 13 décembre 1988

---

ACADÉMIE ROYALE  
DES  
SCIENCES D'OUTRE-MER

Rue Defacqz 1 boîte 3  
B-1050 Bruxelles (Belgique)  
Tél. (02)538.02.11

KONINKLIJKE ACADEMIE  
VOOR  
OVERZEESSE WETENSCHAPPEN

Defacqzstraat 1 bus 3  
B-1050 Brussel (België)  
Tel. (02)538.02.11

D/1990/0149/3

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction .....	5
Projet de voyage .....	7
Choix de l'itinéraire .....	11
Déroulement du voyage .....	15
Réflexions sur les problèmes de la colonie .....	27
1. Le Katanga .....	27
2. La maladie du sommeil .....	32
3. Travail imposé aux travailleurs indigènes .....	34
Notes .....	37

## Introduction

Le voyage d'étude du prince Albert à travers la colonie en 1909 fut une première en ce sens que jamais un membre de la famille royale n'avait visité l'immense territoire que Léopold II avait acquis un quart de siècle auparavant. Le roi Albert y retourna en 1928, en visite officielle et en compagnie de la reine Élisabeth. Sa troisième visite au Congo date de mars-avril 1932 : le souverain, accompagné de quelques savants et voyageant en hydravion, via Karthoum et Juba, parcourut le nord-est du Congo et une partie de l'Uganda dans un but essentiellement scientifique.

Le voyage de 1909 est connu dans ses grandes lignes. Les journaux belges et *Le Mouvement géographique* ont publié de nombreux articles à ce sujet et plusieurs ouvrages y consacrent des pages [1]\*. La reine Marie-José a publié de larges extraits des lettres inédites que le prince Albert adressa d'Afrique à son épouse [2].

Une source importante n'avait pas été exploitée jusqu'à présent : le journal de voyage du prince, intitulé «Voyage au Congo Belge par Cape Town», manuscrit autographe de 129 pages conservé aux archives du Palais royal [3]. Albert l'a rédigé peu de temps après son retour en Belgique, encore fortement sous l'impression de ce qu'il avait vu et entendu. Pour la rédaction de ce journal, il s'est servi de notes prises au jour le jour, en Afrique même et qui sont partiellement conservées [4]. «Il y a énormément à étudier ici», écrivait-il de Kisenda (Katanga) à son épouse, «... et des notes en masse à prendre» [5]. Le journal n'est pas une simple énumération de faits et d'événements. Presque à chaque page, le prince y ajoute ses propres réflexions, voire ses critiques. Il s'agit d'un texte tout à fait personnel, rédigé pour lui-même, pour mémoire. Le journal de voyage — faut-il le souligner ? — constitue la source principale de la présente publication. Au journal proprement dit s'ajoutent quelques feuilles de grand format relatant l'escale à Madère et la visite de Funchal ainsi que la réception du prince à Dakar ; elles fournissent également de nombreux détails sur la vie à bord durant la traversée de l'océan Atlantique.

---

\* Les chiffres entre crochets [ ] renvoient aux notes, pp. 37-47.

Par l'une ou l'autre indiscretion, la presse apprit, lors du retour du prince, que celui-ci avait «... pris sur son voyage forces notes et qu'il en écrira le récit». Le récit serait-il publié un jour, se demandait un journaliste de *La Chronique* [6]. À peine quelques semaines après la rédaction du journal, Albert prêta le serment constitutionnel et devint Roi des Belges. Le manuscrit fut confié à celui qui, en janvier 1910, deviendra le secrétaire privé du Roi et de la Reine, Jules Ingenbleek, et tomba dans l'oubli.

Il est un fait notoire que le roi Albert n'avait pas le don des langues et ses déficiences en orthographe sont connues. Le style du journal manque généralement d'élégance, la construction de la phrase est souvent boiteuse. Par contre, l'énumération des faits et les descriptions sont toujours précises.

Le voyage de 1909 n'a jamais fait l'objet d'une monographie.

On peut se poser un certain nombre de questions. Nous nous proposons d'examiner successivement les circonstances qui ont entouré la décision du prince, l'attitude du roi Léopold II à l'égard du projet de voyage, le choix de l'itinéraire, le déroulement du voyage proprement dit, enfin quelques problèmes importants que le prince a pu étudier sur place.

## Projet de voyage

Et d'emblée une question se pose : pourquoi et quand le prince Albert a-t-il décidé de se rendre au Congo ?

La reine Marie-José tente de répondre à la question : «Il était indispensable après le vote des Chambres approuvant l'annexion du Congo ... qu'un membre de la famille royale visitât la colonie» [7]. Il est certain que le vote par les Chambres de l'annexion du Congo, respectivement le 20 août (Chambre des Représentants) et le 9 septembre 1908 (Sénat), fut un élément important dans la décision du prince. Celui-ci avait exprimé sa satisfaction au sujet de la reprise dans une lettre qu'il adressa le 11 septembre au chef du gouvernement, F. Schollaert [8]. Dès lors, un voyage au Congo s'imposait au prince-héritier comme une obligation morale. «C'est mon devoir», confiait-il au baron Léon van der Elst, secrétaire général du ministère des Relations extérieures, «et je n'ai aucune raison de ne pas l'accomplir» [9].

Le prince n'était pas le seul à envisager une telle initiative. À la fin de 1908, Jules Renkin, ministre des Colonies, avait fait connaître son intention de se rendre au Congo. Il s'embarquera le 22 avril 1909 à Anvers, à destination de Boma et visitera le Bas-Congo, Léopoldville et le Haut-Congo jusqu'au point extrême du chemin de fer Kindu-Kongolo, enfin Lusambo sur le Sankuru et sera de retour en Belgique à la fin de septembre [10]. Le voyage du ministre coïncidera en partie avec celui du prince. Signalons encore qu'un publiciste, F. Van der Linden, entreprit également un voyage au Congo [11]. Renkin n'était pas le premier homme politique belge à visiter la colonie. Émile Vandervelde, député et leader socialiste, s'était rendu dans l'État du Congo en juillet-octobre 1908, donc au moment de la reprise. De retour en Belgique, il publia le récit de son voyage, dans lequel il émit un certain nombre de critiques [12].

Une visite de l'héritier du trône était donc dans l'ordre des choses. Elle correspondait d'ailleurs aux vœux du chef du gouvernement et du ministre des Colonies.

Ce voyage était en outre pour le prince une occasion de parfaire sa formation. Il avait du Congo une connaissance théorique qui lui fut apportée par le baron A. Lambermont, secrétaire général du ministère des Relations

extérieures et ensuite par le successeur de celui-ci, le baron Léon van der Elst. Il lisait *Le Mouvement géographique* et les nombreuses brochures et coupures de presse que lui fit parvenir son documentaliste officieux, J. Ingenbleek. Mais cette connaissance correspondait-elle à la réalité ? Albert voulait connaître la réalité congolaise, étudier les vrais problèmes.

Un autre facteur encore a pu peser sur la décision du prince. Celui-ci savait que son voyage ne passerait pas inaperçu à l'étranger, dans les chancelleries des grandes puissances, en particulier en Angleterre, qui avait été le foyer d'une campagne contre l'administration léopoldienne et qui n'avait toujours pas reconnu la reprise du Congo par la Belgique (elle ne le fera qu'en 1913). Or, le fait que des hommes politiques belges, de tendances diverses, qu'un membre de la famille royale visitent ce pays, pouvait être pour la Grande-Bretagne un indice que les plus hautes autorités belges cherchaient à s'informer de la réalité congolaise et qu'elles prenaient au sérieux l'administration des populations établies dans le bassin du Congo. Cette idée fut d'ailleurs clairement exprimée par un armateur britannique, collaborateur dévoué du roi Léopold II, Sir Alfred Jones, le 21 juillet 1909 : «I think the visit of the Prince and the Minister Renkin will have a great effect ; it is a great example to the British people that these men in high positions like the gentlemen referred to, have had the pluck to visit Africa and see things for themselves. Only good can come out of this» [13].

En réalité, la presse et l'opinion publique anglaises ne manifesteront que peu d'intérêt à l'annonce du voyage africain du prince. Le secrétaire du Roi s'en plaindra d'ailleurs à Gustave Whiteley, ancien consul général de l'État du Congo à Baltimore, dans une lettre du 29 mars 1909, annonçant le voyage : «Cela produit ici très bon effet, mais naturellement en Angleterre on n'en parle même pas» [14].

Par contre, le gouvernement britannique, bien informé du projet de voyage, fera preuve de bienveillance et le secrétaire d'État au Foreign Office manifesterà même de l'intérêt personnel à cet égard.

Bref, pour plusieurs raisons, une visite du prince au Congo était souhaitée. C'était dans l'intérêt même de la Belgique et de la population indigène de la colonie.

Comment Léopold II a-t-il réagi à l'égard du projet de son neveu ? Les affirmations des auteurs diffèrent à ce propos. D'aucuns prétendent que le roi invita le prince à se rendre au Congo [15]. Edmond Carton de Wiart écrit dans ses mémoires que le roi donna son approbation [16]. Ceci est confirmé par le secrétaire général van der Elst ; ce dernier y met toutefois une nuance : le roi voulait imposer à son neveu un itinéraire. Il va même plus loin en

écrivait que le souverain n'était guère partisan de ce voyage ; il ajoute qu'«... entre l'oncle et le neveu l'intimité n'était pas très grande» [17].

Il est certain que l'attitude de Léopold II fut réservée. Lorsqu'Albert sollicita le 6 janvier 1909 l'autorisation de se rendre au Congo, le souverain eut cette réponse étonnante : qu'il se demandait si le gouvernement prendrait sur lui la responsabilité d'un tel déplacement [18]. Le roi lançait la balle dans le camp du prince et celui-ci, tout naturellement, se tourna vers le ministre des Colonies [19].

Renkin appuya sans réserve le projet de voyage et s'engagea même à convaincre ses collègues du gouvernement. Albert remercia le ministre en des termes chaleureux (7 janvier) [20]. Le gouvernement marqua effectivement son accord et Schollaert en informa le roi. Contrairement donc à ce qu'on a affirmé, Léopold II n'a jamais engagé son neveu à entreprendre un voyage au Congo. Il ne lui a pas imposé non plus un itinéraire. Albert choisira le sien librement, comme nous le verrons plus loin. Le roi s'inclinera devant l'attitude ferme du prince et du gouvernement. Le voyage obtiendra finalement la sanction royale. En ce sens, l'affirmation d'Edmond Carton de Wiart est conforme à la réalité.

Le 1<sup>er</sup> avril, deux jours avant le départ de Belgique, le souverain adressa à son neveu des vœux à la fois pour son anniversaire et pour l'heureux accomplissement du voyage. D'autres télégrammes seront ensuite échangés entre eux pendant le périple [21].

Un fonctionnaire de la colonie, le haut commissaire royal Justin Malfeyt [22], fut désigné par le ministre des Colonies, en accord avec le roi, pour accompagner le prince et lui servir de guide. Il sera nommé vice-gouverneur général le 13 mars, une quinzaine de jours avant le départ.

Durant la première quinzaine de février 1909, Renkin adressa au gouverneur général f.f., le vice-gouverneur général Albert Lantonnois van Rode [23], les premières instructions relatives au voyage : le prince s'embarquerait à Anvers à destination de Boma. Mais le 17 février, le ministre lui annonçait qu'une modification pourrait se produire dans le trajet du prince : celui-ci envisagerait de se rendre au Congo via l'Angleterre et l'Afrique du Sud [24]. Cette éventualité sera confirmée par la lettre du ministre des Colonies du 9 mars 1909 [25]. Pourquoi ce changement ? C'est ce que nous examinerons dans les lignes qui suivent.



## Choix de l'itinéraire

L'itinéraire Anvers – Boma – Léopoldville – Haut-Congo était celui de la plupart des voyageurs qui se rendaient au Congo. La durée prévue du voyage était de 110 jours. Le prince eut connaissance d'un autre itinéraire, beaucoup plus long, par le Nil, Karthoum, Lado, Buta, Bumba, Léopoldville et Boma, d'une durée de 150 jours [26]. Mais il ne semble pas que ce dernier projet ait été sérieusement pris en considération.

Albert n'était pas satisfait de l'itinéraire Anvers – Boma – Léopoldville – Haut-Congo et cela pour deux raisons : il devait revenir par la même voie et il ne verrait pas le Katanga. Or, il voulait visiter la partie méridionale de la colonie, en particulier la région minière.

La raison de cette détermination n'apparaît pas clairement dans les sources. Mais on peut la deviner, la lire entre les lignes dans le journal du voyage. Le prince avait des informations – vagues il est vrai – sur la présence et l'influence anglaises dans la région minière, région de hauts plateaux, peu peuplée, isolée de tous les côtés, à plus de 2000 km de la mer. L'accès via le Haut-Congo était rendu difficile par le manque de moyens de transport. Une seule voie ferrée amenait les voyageurs jusqu'à 300 km de la frontière katangaise : celle de la Rhodésie. Nous ne connaissons pas exactement les sources qui ont pu informer le prince sur la situation au Katanga. S'agit-il de renseignements transmis par l'Institut de Sociologie Solvay, où Ingenbleek avait terminé ses études en 1908 ? C'est peu probable car ce n'est qu'à partir de 1911 que l'Institut publia des études et des rapports relatifs au Congo et en particulier au Katanga. On peut émettre une autre hypothèse : le baron Léon van der Elst, secrétaire général du Ministère des Relations extérieures et conseiller du prince en matière coloniale aurait mis celui-ci au courant d'une question qui remontait en réalité à la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous reviendrons sur le problème katangais.

Albert, qui voulait être rentré en Belgique au plus tard vers la mi-août 1909 afin de pouvoir se préparer aux manœuvres de septembre, fit part de ses préoccupations au haut-commissaire royal Malfeyt. Or, celui-ci se souvenait qu'un haut fonctionnaire colonial avait atteint le Katanga par l'Afrique du Sud. Il s'agit d'Émile Wangermée [27], major du génie et vice-gouverneur

général, mis en disponibilité en 1906, à sa demande, et nommé «premier représentant» du Comité Spécial du Katanga. Nous n'examinerons pas ici les raisons de la désignation de Wangermée à la tête du territoire administré par le C.S.K. Notons simplement qu'en 1910 le gouvernement belge retirera les pouvoirs politiques et administratifs du C.S.K., établira la *Province* du Katanga et nommera Wangermée gouverneur de cette province. Celui-ci résidait à Lukonzolwa situé sur les rives occidentales du lac Moéro. Durant la seconde moitié de 1909, il transférera sa résidence sur les rives de la Kafubu non loin de l'Étoile du Congo. Peu de temps après, il s'établira dans ce poste même situé près de la Lubumbashi et qui prendra le nom d'Élisabethville.

Wangermée, grand voyageur [28], s'était embarqué le 26 juillet 1906 à Southampton à destination du Cap, commençant ainsi un nouveau terme de service. Il traversa en train l'Afrique du Sud et une partie de la Rhodésie. La voie ferrée qui, au début de 1911, reliera Le Cap à l'Étoile du Congo, était loin d'être achevée, de sorte qu'à partir du terminus du chemin de fer, Wangermée voyagea à pied ou à bicyclette, logea sous la tente et parvint ainsi, en parfaite santé, à sa résidence de Lukonzolwa. Il séjourna au Katanga jusqu'à la fin de 1908 et rentra en congé en Europe [29]. Il se trouvait en Belgique au moment où le prince Albert préparait son voyage en Afrique. Wangermée profita de son congé pour publier (1909) le récit de son voyage par Le Cap et de son terme de service au Katanga, sous le titre «Grands Lacs Africains et Katanga. Souvenirs de voyage» [30] ; mais il semble que cette publication ait paru après le départ d'Albert. L'itinéraire par l'Afrique du Sud sera également suivi par tous les agents belges, recrutés entre 1907 et 1910, par l'Union Minière du Haut-Katanga pour la mine de Kambove ou le poste de l'Étoile [31] ; Malfeyt signala donc le périple de Wangermée et le prince, très intéressé par ce nouvel itinéraire, qui lui permettrait de traverser le Katanga du sud au nord, souhaite en connaître la durée exacte. Wangermée fit alors parvenir au prince, par l'intermédiaire de Malfeyt, une longue note dans laquelle il mentionnait la durée exacte, les étapes ainsi que différentes données de son expérience personnelle ; c'était un précieux vade-mecum. Dans la supposition que le prince arriverait au Cap le 20 avril, calculait Wangermée, il fallait, à partir du terminus du chemin de fer rhodésien, 39 jours d'étape pour atteindre Lukonzolwa ; ensuite 42 jours pour accomplir le trajet lac Moero-Stanleyville, en partie à pied, en partie à bord d'un bateau à vapeur, en partie en train ; enfin 18 jours pour se rendre des Stanley Falls à Banana, où le prince pourrait alors s'embarquer vers le 27 juillet. Cela fait un total de 99 jours pour le trajet Le Cap-Banana. À cela, il fallait ajouter

les traversées Southampton-Le Cap et Banana-Anvers, soit 36 jours. On arrive ainsi à un total de 135 jours de voyage soit quatre mois et demi [32]. Le ministère des Colonies avait suggéré qu'un médecin accompagne le prince à partir de Southampton ; Malfeyt, par contre, était d'avis qu'il valait mieux faire appel, à partir du terminus de la voie ferrée rhodésienne, à un docteur ayant l'expérience de la médecine tropicale. Ce dernier conseil sera suivi.

Albert, âgé alors de 34 ans, n'hésita pas, il choisit l'itinéraire du Cap. Il en délibéra le 16 février avec le ministre Renkin qui ne fit aucune objection. À la princesse Élisabeth, qui passait quelques jours en Bavière, il écrivait le 17 : «... je fais agir en ce moment tous ceux qui sont favorables au nouvel itinéraire. Je n'ai pas désespéré d'aboutir et je crois que j'irai jusqu'à mettre tout le voyage en question si je n'obtiens pas satisfaction» [33].

Le prince, bien déterminé à s'en tenir au nouvel itinéraire, eut la satisfaction d'obtenir l'accord immédiat du gouvernement qui, le 18, en informa le roi. La réponse de celui-ci fut favorable : il formait des vœux pour la réussite du voyage [34].

À ce moment, Albert n'avait pas encore rencontré Wangermée. Il fera la connaissance de celui-ci lors d'un déjeuner intime, quelque part dans les environs de Bruxelles [35], et auquel assistaient l'aide de camp qui accompagnera le prince en Afrique, le haut commissaire royal Malfeyt et le prince Albert de Ligne. Ce dernier, diplomate, avait été détaché au gouvernement central de l'État du Congo, ensuite au ministère des Colonies ; il est probable qu'il ait fait une démarche auprès du secrétaire du Roi en rapport avec l'itinéraire d'Afrique du Sud, qu'Albert avait choisi [36].

Le prince avait obtenu satisfaction. Il avait décidé seul de la date du voyage et de l'itinéraire. «Le Prince», écrit van der Elst, «était radieux, il était fier de l'initiative qu'il avait prise» [37].

Le 25 février, J. Davignon, ministre des Relations extérieures, fit informer le gouvernement britannique du passage d'Albert par l'Afrique du Sud et la Rhodésie : le prince faisait un voyage d'étude et désirait garder l'incognito [38]. Les consuls de Belgique au Cap et à Johannesburg reçurent des instructions de Bruxelles [39]. La direction du C.S.K. et celle de l'Union Minière du Haut-Katanga à Bruxelles firent de même à leur représentant en Afrique [40].

Le chef du Foreign Office, Sir Edward Grey, se montra bienveillant à l'annonce du voyage. Il raconta au représentant diplomatique de Belgique, le comte de Lalaing, que son frère George, directeur de la Tanganyika Concessions Ltd., avait parcouru le Katanga dans tous les sens en qualité de prospecteur de minerais, qu'il avait toujours strictement observé un «pro-

gramme d'hygiène» qu'il avait rédigé lui-même, qu'il avait régulièrement pris de la quinine et que sa santé avait toujours été excellente. Sir Edward promit de demander à son frère une copie de ce «programme» à l'intention du prince [41]. Le Colonial Office envoya des directives au gouverneur de la Colonie du Cap afin de faciliter autant que possible le voyage du prince et il autorisa la compagnie de la Rhodésie, la British South Africa Company, à recevoir l'héritier du trône comme un hôte [42]. Le roi Edouard VII intervint lui-même auprès du gouverneur du Cap [43].

Le gouvernement local à Boma reçut des indications quant aux règles à suivre en matière de protocole [44]. Nonobstant le désir du prince, la visite aura un caractère semi-officiel dans les stations et postes en aval de Stanleyville.

Albert disposait avant son départ d'une liste des fonctionnaires et agents de la colonie qu'il rencontrerait : elle fournissait des indications sur leur carrière et mentionnait les appréciations de leurs supérieurs. Deux autres listes lui furent encore remises : celle des missions catholiques et protestantes qu'il trouverait sur son chemin, ainsi que celle des personnalités étrangères (britanniques, portugaises, françaises et espagnoles) qu'il pourrait rencontrer [45].

Tout s'annonçait bien pour le périple africain. Nous en analyserons ci-après les points essentiels et les étapes principales.

## Déroulement du voyage

Albert, qui avait préparé son voyage par quelques lectures [46], fit ses adieux à sa mère, la comtesse de Flandre [47], à Ostende, et à son épouse, la princesse Élisabeth, à Londres [48]. Le général Harry Jungbluth, son aide de camp et mentor et le secrétaire général van der Elst l'accompagnèrent à Southampton [49]. La suite du prince était réduite à trois personnes : le vice-gouverneur général Malfeyt ; un aide de camp, le lieutenant colonel baron Louis de Moor, du régiment des Guides ; et un valet de chambre, Théophile Van Dyck. Albert appréciera beaucoup la compagnie de Malfeyt, toujours «de bonne humeur» et «maîtrisant la plupart des grandes questions avec un jugement remarquable» [50].

Albert s'embarqua le 2 avril à bord du *s/s Armandale Castle*, navire de la Union Castle Line, qui assurait la liaison régulière avec Le Cap en dix-sept jours. Il faisait un temps gris et froid. Le 7 avril, le navire fit une brève escale à Funchal (Madère), où le prince fut salué par les autorités et par le baron Fallon, ministre de Belgique à Lisbonne et reçu «le plus officiellement possible» [51].

Il débarqua avec ses trois compagnons de voyage au Cap le 20 avril vers 7 h du matin et fut salué sur le quai par un aide de camp du gouverneur [52] et par les consuls de Belgique Forthomme et Knight. En compagnie des consuls, il visita la ville et les environs dans l'auto mise à sa disposition par le gouverneur. Vers 10 h, il effectua une visite de courtoisie chez le gouverneur, Sir Walter F. Hely-Hutchinson [53]. Il rencontra dans la résidence le premier ministre de la Colonie du Cap, John Xavier Merriman [54]. Ce dernier l'entretenait de la question des langues en Afrique du Sud, «constant terrain de lutte», et de la question des indigènes, actuellement connue sous le nom d'apartheid [55]. À la gare, Albert fut attendu par François S. Malan [56], ministre de l'Agriculture, qui avait les chemins de fer dans ses attributions et avait mis son wagon personnel à la disposition de son hôte [57].

Merriman et Malan étaient tous deux membres du South African Party ou Afrikaander Partij et militaient pour l'unification politique des quatre colonies de l'Afrique australe (Le Cap, Orange, Transvaal, Natal) et pour une

plus large autonomie vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Ils étaient également partisans d'une politique expansionniste vers le nord, vers l'Afrique centrale et notamment vers le Katanga, dont ils connaissaient la richesse du sous-sol. Ils n'avaient pas dissimulé au prince leur opinion à ce sujet. Il faut préciser qu'Albert traversa l'Afrique du Sud à un moment historique. Les parlements des quatre colonies venaient de terminer de longs débats sur un projet de «South Africa Act» (30 mars-16 avril 1909). Un congrès national (National Convention) siégera du 3 au 11 mai à Bloemfontein. Au début de juin 1909, l'Act amendé fut approuvé par les quatre colonies. L'Union sud-africaine entra en vigueur le 31 mai 1910 [58].

Le *Zambesi Express*, car tel était le nom du train, quitta la gare du Cap à 11 h 45 à destination de Broken Hill via Kimberley, Mafeking, Bulawayo et les Victoria Falls. Le train parcourait la distance en six jours avec un arrêt d'une journée aux chutes du Zambèse et offrait le plus grand confort aux voyageurs [59]. Les chemins de fer sud-africain et rhodésien rivaliseront pour assurer le meilleur accueil au prince : le transport et les repas étaient gratuitement offerts.

Dans le train prenait place, outre le prince et sa suite, Pierre Forthomme, qu'Albert qualifie de «notre très habile et intelligent consul à Johannesburg». Ce fut la première rencontre du futur roi avec le jeune diplomate. Leurs chemins se croiseront plus tard, lorsque Forthomme, après avoir demandé une mise en disponibilité, se lança dans la politique, devint parlementaire, ministre de la Guerre (1923-1925) et haut commissaire dans les Territoires rhénans. Ayant retrouvé sa place dans la carrière, il fut nommé ministre de Belgique à Tokyo (1939) [60]. Forthomme était en poste à Johannesburg depuis 1907 et y restera jusqu'en 1919, d'abord comme consul, ensuite comme consul général. Il accompagna le prince jusque Kimberley et informa celui-ci de l'expansionnisme sud-africain vers le Katanga et de l'influence britannique dans la région minière [61]. Nous reviendrons sur cette question qui préoccupa beaucoup le prince.

À Bulawayo, il visita un musée «... où sont mis (*sic*) en vedette toutes les richesses minières du Congo» [62]. Le 27 avril, il descendait du train à Broken Hill, actuellement Kabwe, situé dans le nord de la Zambie, à environ 300 kilomètres de la frontière katangaise. Il y fut salué par un officier anglais et par un médecin italien. Le capitaine H. M. Stennet, commandant d'un détachement (dix hommes) de la Barotse Native Police, était chargé par la British South Africa Company d'escorter le prince jusqu'au Katanga. Celui-ci fait dans son journal de voyage l'éloge de cet officier distingué, énergique et serviable [63]. Le docteur Azenso, au service du C.S.K., «un morose et un maladif», était venu à la rencontre du prince.

Des porteurs indigènes rhodésiens étaient recrutés pour assurer le transport des nombreux bagages [64] et quatre chevaux étaient mis à la disposition des voyageurs [65].

À partir de Broken Hill, terminus du chemin de fer, Albert et ses compagnons voyagent à cheval, à bicyclette ou à pied ; parfois ils utilisent ces trois moyens de transport en une même journée. Ils se lèvent vers 5 h du matin et se mettent en route vers 7 h 30. Entre 14 h et 15 h, la caravane s'arrête et les tentes sont dressées. Le prince met alors ses notes à jour ou converse avec l'un ou l'autre Européen, si l'occasion se présente. Albert se couche vers 20 h et, contrairement à Malfeyt et de Moor, ne va que rarement à la chasse. La distance moyenne parcourue en une journée se situe entre 25 et 30 kilomètres [66]. L'excellente santé du prince a bien résisté aux fatigues du voyage et au climat tropical. Il pouvait évidemment à tout moment faire appel à un médecin. Albert aimait l'effort physique et il s'adaptait facilement aux difficultés du trajet. Par contre, la séparation de sa famille, l'isolement, le manque de nouvelles lui étaient par moments pénibles : «c'est bien long», écrivait-il à la princesse Élisabeth, «et ici dans la forêt tous les jours, la marche, le camp, les mêmes compagnons, peu d'amitiés résistent à tant de promiscuité et à tant d'isolement» [67].

À Sakania (frontière katangaise), où il arriva le 5 mai vers midi, il fut salué par le commandant Léon Tonneau, second représentant du C.S.K., chargé d'accompagner Albert à travers le Katanga. Cet officier de la Force publique, au service de l'État du Congo depuis 1896 et passé au service du C.S.K. le 21 février 1901, fut un compagnon de voyage assez effacé, semblait-il [68]. Le prince y rencontra également Eugène Halewyck, ingénieur au service de la Compagnie des Chemins de fer du Bas-Congo au Katanga et plusieurs Anglais, chargés de l'étude du tracé de la ligne ferroviaire Broken Hill-Sakania. Là, l'attendaient également une escorte de soldats de la Force publique et cinq serviteurs noirs : l'ancien sergent Ibrahim, l'interprète Kalukula, le cuistot Mayoribu et les boys Bula et Yataki [69]. Tout aurait été pour le mieux à la frontière congolaise, s'il ne s'était posé de problème de porteurs. Ceux-ci, recrutés à Broken Hill, avaient déposé les bagages à Sakania et refusaient d'aller plus loin. Le commandant Tonneau aurait dû amener avec lui des porteurs congolais, mais la direction du C.S.K. à Bruxelles avait négligé de l'en informer. «Il est 7 heures du matin», note Albert, «et nous sommes perplexes. On décide pourtant de continuer, on laissera en arrière les charges qui ne seront pas absolument indispensables» [70].

Quelques indigènes du Congo furent engagés et un colon anglais, un certain Stephenson, établi non loin de l'Étoile, envoya un certain nombre de

ses porteurs à la disposition des voyageurs. Priorité fut donnée aux effets personnels et aux cadeaux destinés aux chefs ; une partie de l'approvisionnement fut abandonnée [71].

Le 15 mai, les voyageurs arrivèrent à l'Étoile du Congo [72]. Ce qui est actuellement la ville de Lubumbashi n'était alors qu'un petit poste, que le prince décrit comme suit : «... c'est une clairière qui forme un plateau d'environ 1 1/2 km de long sur 1 km de large ... Le long de la lisière du bois sont alignés (*sic*) les maisons des blancs, il y a là déjà l'embryon d'une future grande avenue. Le plus loin possible, dans un coin opposé de la clairière sont les compounds indigènes» [73].

Le plateau dominant la rivière Lubumbashi fut en effet aménagé à partir de 1909 selon un plan d'ensemble.

Nonobstant le fait que l'Étoile était le siège de l'Union Minière du Haut-Katanga et que le staff des techniciens, que la Tanganyika Concessions Ltd. avait détaché au Katanga, habitait Kambove, la *Star* surprendra le prince par le nombre d'Anglais qui s'y trouvaient. Certes, le poste était décoré et pavoisé, le tricolore belge et le drapeau de l'État du Congo flottaient partout. Albert fut accueilli par un compatriote, l'ingénieur électricien Armand Bertholet [74] et par trois Britanniques au service de l'U.M.H.K. : Tom Bayne, beau-frère du patron de la T.C.L. Robert Williams et bras droit de celui-ci, le docteur Arthur Pearson, médecin en chef, et (L. ?) Watson, directeur administratif. Le poste était dirigé par un certain Harrison [75]. Albert y rencontra encore deux autres Belges, le docteur Oswald Goebel, également de l'U.M.H.K., et un certain Bombeck, probablement Harry Bombeck, agent commercial [76]. Les autres Blancs étaient des Anglais ou des Sud-Africains au service de l'U.M.H.K. ou de la (future) voie ferrée Sakania-Étoile. Les anglophones y étaient largement majoritaires. Albert n'était pas dupe. Il fut très mécontent de cette situation et ne cacha pas ses sentiments d'indignation et d'inquiétude dans son journal de voyage. Du représentant de l'U.M.H.K., il écrit : «M. Bertholet directeur à Kambove dont la nullité bonasse a certainement décidé le choix par les Belges dirigeant l'U.M. mais dirigés eux-mêmes par le tout puissant M. Robert Williams» [77].

Nous reviendrons sur les réactions du prince à l'égard de la situation dans la région minière.

Albert quitta l'Étoile le 16 mai. Une étape de 21 km le menait à la ferme d'un colon britannique, un certain Mac Donald [78], que le prince qualifie d'«agent de Williams, de recruteur de travailleurs pour les mines» [79].

Les 21 et 22 mai, il passait deux jours à Lukafu, chef-lieu de la zone du Haut-Luapula, la première station importante qu'il rencontrait au

Congo [80]. Il y fit la connaissance de Martin Rutten [81]. Ce magistrat, futur gouverneur général de la colonie, se plaint de la lenteur des communications. Il «... déplore la mauvaise qualité de la plupart des agents», il faut selon lui «des agents de carrière, formés pour leurs fonctions». Il insiste sur la nécessité de faire circuler la monnaie. Il critique le code congolais «... œuvre hâtive dont les défauts et le manque d'adaptabilité au milieu n'apparaissent que trop»; les lois sont trop sévères par rapport au mode de vie des indigènes; on a eu tort de négliger (dans la jurisprudence) les coutumes dans les villages. C'est tout un réquisitoire que prononce le magistrat, qui signale également les ravages faits par la maladie du sommeil. Albert trouve que Rutten s'exprime franchement et «... recherche les points faibles et les défauts de notre organisation» [82]. Il apprécie son langage.

À Lukafu, Albert rencontre pour la première fois un vrai «territorial», le chef de zone Léon Gheur [83], «agent d'élite, actif, intelligent, bon pour les nègres». Celui-ci initie le prince aux multiples activités d'un administrateur territorial: recensement de la population noire, rôle des chefs et délimitation des chefferies, les cultures, la rentrée des prestations indigènes, le fonctionnement de la commission d'hygiène; bref à tous les rouages administratifs d'une grande circonscription [84]. Le prince découvre là quelques points sombres du régime léopoldien: un impôt indigène élevé (18 francs), un portage excessif et un régime économique basé sur le principe du monopole d'État et (ajoute-t-il), «... on pourrait même plutôt dire du monopole personnel de Léopold II». Il rend cependant justice à l'administration du C.S.K.: l'autorité évite la brutalité, les châtements corporels aux non-militaires sont interdits, «des efforts louables» sont entrepris pour combattre la maladie du sommeil [85]. Nous retrouvons ce souci de la personne humaine, du traitement équitable de la population indigène dans tout le journal de voyage. C'est une constante dans la pensée de l'héritier du trône.

Le docteur Azenzo se retira à Lukafu et fut remplacé par un autre médecin italien au service du C.S.K., le docteur Giovenale Polidori [86], «homme très intelligent dont la conversation est d'une grande ressource» [87]. Si la santé publique et en particulier la maladie du sommeil furent souvent le sujet des conversations, le docteur aimait aussi rappeler les péripéties qu'il avait vécues lors des expéditions ou promenades militaires auxquelles il avait participé.

En traversant les monts Kundelungu, le prince observe les indigènes dans leurs villages situés le long du chemin: «Nous sommes surpris», écrit-il, «de l'attitude aimable des habitants, ils ne sont sauvages que de nom, tous

se groupent sur notre passage» [88]. Entre Broken Hill et l'Étoile, le prince n'avait rencontré que peu de villages, la région minière étant peu peuplée.

Le 25 mai, les voyageurs atteignent à Kilwa les rives du lac Moero [89]. Albert et sa suite avaient alors presque trente jours d'étape derrière eux. Ils s'embarquèrent à bord du s/s *Émile Wangermée* [90] à destination de Lukonzolwa, où la résidence du premier représentant du C.S.K. dominait d'une centaine de mètres les eaux du lac. Lukonzolwa fut pendant quelques années le chef-lieu de la partie du Katanga administrée par le C.S.K., Albert fait remarquer à ce sujet que si ce haut fonctionnaire a été séduit par les charmes du paysage, il aurait mieux fait, au point de vue politique, de transférer sa résidence à l'Étoile du Congo, endroit central au milieu des grandes entreprises minières [91]. À Mpweto, sur la rive nord-ouest du lac, les pérégrinations pédestres reprirent à destination de Kiambi, où la rivière Luvua, affluent du Lualaba, devient navigable. À Kiambi l'attendait Mgr Victor Roelens, vicaire apostolique du Haut-Congo [92]. Albert y fit la connaissance du capitaine de la Force Publique Th. Eugène Thiry [93], chef de zone f.f., qualifié d'«officier médiocre», de bureaucrate qui «ne voit que les détails du métier» [94].

Quittant Kiambi le 11 juin, les voyageurs prirent place dans trois baleinières ; les indigènes pagayaient au rythme du gong ; ils atteignirent ainsi le 13 Ankoro, situé sur le confluent du Lualaba [95]. En causant avec les Blancs du poste, Albert fut frappé de l'âpreté de leur haine des Noirs ; et il ajoute : «je crois que c'est là un sentiment qui, en Afrique, peut devenir pathologique, arriver à l'état de passion irraisonnée, mais qui expose ceux qui en sont les victimes à commettre même des atrocités» [96].

À Ankoro, le prince vit pour la première fois des indigènes atteints de la maladie du sommeil : ils étaient enchaînés pour qu'ils ne pussent fuir le poste [97]. Via Buli (14 juin), où Auguste Adam, ingénieur en chef de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains était venu à sa rencontre, le prince arriva à Kasongo (21 juin). Le chef du district de la Province Orientale, A. Demeulemeester, l'y attendait. Il y avait beaucoup de fonctionnaires, de missionnaires et de chefs et une foule exubérante à Kasongo, station qui avait joué un rôle important dans la campagne contre les esclavagistes. Il s'agit bien entendu de la nouvelle station, reconstruite à 13 km de distance de l'ancienne, appelée Vieux-Kasongo et qui abritait une mission des Pères Blancs. Assez curieusement, la station de Kasongo parut fort délabrée aux yeux du prince, qui note à ce sujet (mais qui reprend peut-être simplement une réflexion du commissaire de district Demeulemeester) : «... depuis sept ou huit ans, on n'a plus rien

consacré d'argent à aucun travail d'installation ou d'amélioration : tout à la récolte du caoutchouc et de l'ivoire, beaucoup d'argent réclamé en Belgique, rien à dépenser pour le Congo. Le travail en Afrique, l'or à Bruxelles, voilà la devise de l'État Indépendant» [98]. Le prince ne mâche pas ses mots : c'est une allusion au roi-souverain. Albert fit une visite à la mission de Vieux-Kasongo, où il assista au Te Deum dans l'église en pisé et à une fête indigène ; les Pères Blancs y pratiquaient l'élevage du bétail et commençaient à cultiver la terre. Il se recueillit également sur les tombes de J. Lippens et M. De Bruyne et retourna à Kasongo, où le commandant Tonneau et le docteur Polidori prirent congé du prince. Le docteur Élie J. Étienne [99], le plus ancien des médecins de la colonie, veillera dorénavant sur la santé d'Albert jusque Banana [100]. Le docteur Étienne s'était embarqué à Anvers à bord du s/s *Bruxellesville* à destination de Boma en même temps que le ministre Renkin [101] : «un homme simple», écrit Albert, «une nature honnête et réservée, nous nous attachons de suite à lui» [102].

À Kasongo prit fin l'existence de campement que le prince connaissait, à quelques brèves interruptions près, depuis cinquante-cinq jours. Il verra dorénavant du bateau ou du train «ce paysage africain originalement sauvage, souvent un peu monotone, mais donnant toujours une impression de grandeur ...» [103].

Le 23 juin, Albert, guidé par l'ingénieur en chef Adam, visita le chantier du tronçon Kongolo-Kindu (355 km) du chemin de fer de la C.F.L. ; installé d'abord sur un wagon poussé par une locomotive, ensuite à pied, il se rendra au point extrême des travaux [104]. La ligne Kongolo-Kindu sera inaugurée le 1<sup>er</sup> janvier 1911 ; le 30 décembre 1910, la première locomotive atteindra Kongolo [105]. À Kindu, le prince assista le 25 juin à un déjeuner offert par le C.F.L. [106]. Entre Kindu et Ponthierville, le fleuve est navigable sur une distance de 315 km. Ce trajet fut accompli à bord du s/s *Auguste Delbeke*. Le chemin de fer Ponthierville-Stanleyville (125 km) avait été inauguré le 1<sup>er</sup> septembre 1906. Le 28 juin, les voyageurs arrivent à Stanleyville : le prince y est reçu d'abord par la direction du C.F.L. [107]. À partir de Stanleyville, le voyage revêt un caractère plus officiel et les réceptions se succèdent. Le prince n'est pas dupe. «Le spectacle de la rive», note-t-il, «peut très bien masquer la situation de l'hinterland. Celui-là nous n'avons pas pu le visiter» [108].

Le 29, Albert fut reçu au chef-lieu de la Province Orientale. Le commissaire de district Demeulemeester fixa son attention sur les «difficultés de la rentrée des prestations» et sur «l'insoumission des indigènes» et laissa clairement sous-entendre que «la cause du mécontentement, c'est la récolte

du caoutchouc» [109]. Selon Demeulemeester, la situation dans le vaste district s'était aggravée : la récolte du caoutchouc devenait plus difficile à mesure que les forêts s'appauvrirent ; la rémunération des indigènes était trop minime pour les inciter au travail ; on avait mécontenté les chefs indigènes en diminuant leur rémunération proportionnelle au kilo récolté [110]. C'était toute la politique du caoutchouc que Demeulemeester remettait en question, non pas l'imposition même mais les abus que le système, instauré par l'État du Congo, avait entraînés. Et encore, faisait-il remarquer, les villages imposés en produits agricoles par exemple, étaient avantagés par rapport à ceux imposés en caoutchouc, car le prix des produits agricoles avait augmenté, alors que la rémunération en caoutchouc n'avait cessé de diminuer. Le commissaire de district fit également remarquer que les indigènes ne voulaient plus des marchandises et articles d'échange proposés par les magasins de l'État. La grande réforme selon lui serait l'impôt en argent. Mais évidemment, il fallait d'abord mettre celui-ci en circulation dans le Haut-Congo. Les soldats, les travailleurs, les travailleurs licenciés, les arabisés et les chefs réclamaient le paiement en argent de leurs salaires ou de leurs produits [111]. En effet, Albert rencontrera au cours de son voyage des chefs qui lui demandaient l'introduction de la monnaie. Demeulemeester préconisait l'introduction dans la Province Orientale d'autres mesures que nous ne pouvons pas toutes énumérer ici : institution de chefs de villages élus (*valis*) ; création d'écoles professionnelles neutres ; amélioration de la situation matérielle et du confort des villages ; lutte contre la distillation clandestine (pratiquée surtout par les femmes) et l'alcoolisme. Il était favorable à l'augmentation des salaires des travailleurs de l'État, à l'augmentation des effectifs du personnel, entre autres des chefs de poste et notamment la nomination de chefs de poste noirs [112]. Le prince consacre six pages de son journal à l'entretien qu'il a eu avec Demeulemeester et montre ainsi l'importance qu'il attachait aux problèmes abordés par le commissaire de district. Il s'agit là de questions essentielles qui touchent directement aux réformes à introduire au Congo et en particulier parmi la population arabisée.

Albert quitta les Stanley Falls à bord du *s/s Flandre* à destination de Léopoldville, non sans avoir visité une mission catholique et une mission protestante. À Saint-Gabriel, il rencontra Mgr Gabriel Grison [113], vicaire apostolique des Stanley Falls. Celui-ci se plaignait du petit nombre d'élèves qui fréquentaient l'école et souhaitait une modification de la loi sur la tutelle en faveur des missions (catholiques), dans le sens d'une plus grande contrainte, « meilleur moyen de civilisation » selon lui [114]. Albert visitera

quelques jours plus tard la colonie scolaire de Nouvelle-Anvers, chargée par l'État de l'éducation d'orphelins et autres enfants. Il n'est pas partisan de ce système d'éducation, il est contraire à toute contrainte dans le recrutement des élèves. Il abordera cette question plus tard encore avec Mgr Prosper Augouard, évêque de Brazzaville, qui lui aussi préférerait l'inscription libre des enfants dans les écoles [115]. Une heure plus tard, le prince s'arrêta à la mission de la Baptist Missionary Society (à Yakusu) avec son école primaire, son école normale pour instituteurs noirs et son hôpital [116]. «Quelque soit (*sic*) les sentiments que l'on professe à l'égard de ces missionnaires, note-t-il, ou de la confiance qu'on a dans la sincérité de leur œuvre d'évangélisation, on ne peut leur méconnaître un grand effort accompli ni dénier à leurs stations le rôle de centre de bien-être et de lumière» [117].

Le 4 juillet, il inspecta le camp militaire de Lisala, centre d'instruction de la Force publique, fort d'environ 900 hommes. Tout en étant favorablement impressionné par la discipline et la prestance des militaires, il constata une carence complète de soins médicaux : il n'y avait ni médecin, ni infirmier [118].

Le 8 juillet, au confluent de la Lulonga, le *s/s Flandre* accosta à côté du *s/s Hainaut*, à bord duquel voyageaient le ministre des Colonies et son épouse, en route pour Stanleyville. Renkin monta à bord du *Flandre* et s'entretint pendant une heure avec le prince. Celui-ci signale le fait dans son journal de voyage mais ne fait aucun commentaire à ce sujet [119]. Le soir vers 18 h, il arriva à Coquilhatville, chef-lieu du district de l'Équateur. Le lendemain, il se promena dans le jardin d'Eala, d'une superficie d'environ 100 ha et où la culture du caoutchouc fit l'objet de recherches scientifiques [120].

À Irebu, le haut commissaire royal Eugène J. M. Henry [121] lui parla longuement de la récolte du caoutchouc ; ses déclarations correspondaient en grande partie à celles de Demeulemeester à Stanleyville. Il s'étendait aussi sur les réformes à réaliser. La récolte forcée du caoutchouc, le portage et le payage, bref l'impôt en travail devait disparaître et être remplacé par un impôt en argent. Les salaires devaient être augmentés. L'organisation de l'enseignement était à revoir : «... les écoles n'ont rien produit jusqu'ici, disait Henry, et la preuve c'est l'absence d'adultes instruits. Les missions sont fort inégales dans leur efficience ; beaucoup de missionnaires se contentent d'opérer la facile mais apparente conversion des nègres employés dans les stations. Les Jésuites ont fait un grand effort, leurs fermes-chapelles rendent des services ...». Passant au chapitre du personnel de la colonie, Henry prétendait qu'il y avait «plusieurs très mauvais hauts fonctionnaires» et que

les «petits agents» étaient surchargés de besogne, n'avaient pas de garanties d'avenir suffisantes et portaient de (trop) grandes responsabilités [122]. Il signala les ravages de la maladie du sommeil. Le 14 juillet, Albert débarqua à Léopoldville, où il fut accueilli par le commissaire général Georges Moulaert [123] «homme fort intelligent et opportuniste de talent» et par l'inspecteur d'État Louis Ghislain [124], «homme de grand bon sens» [125]. Il passa tout l'après-midi du 14 juillet dans le laboratoire du docteur Alphonse Broden [126], connu pour ses recherches sur la maladie du sommeil et se fit expliquer l'évolution de la maladie et les moyens de la combattre ; le médecin était «fort pessimiste» quant à l'avenir et redoutait l'extension de la maladie parmi les Blancs [127]. Le lendemain, le prince invita à déjeuner à bord du *Flandre* le gouverneur du Congo français, Martial Merlin [128] ainsi que Mgr Augouard, puis il se rendit en leur compagnie à Brazzaville où il fut reçu par les autorités civiles et par l'évêque [129]. Le 16, il quitta par train spécial le Stanley Pool. Vers 14 h, le train s'arrêta à Kisantu où le prince visita l'importante mission des Jésuites [130]. Le soir, il logeait à Thysville. Le 18, il se trouva à Matadi et descendit à bord de l'*Hirondelle* jusqu'à Boma, où l'attendaient de nombreux fonctionnaires, militaires, consuls, commerçants, prêtres et dames. Il y séjourna deux jours en visitant entre autres la colonie scolaire «où l'état sanitaire est détestable» et le camp militaire qui «est mal tenu». Il fit une excursion dans le Mayumbe, revint à Boma et, après une visite du fort de Shinkakasa et d'un élevage de bétail dans l'île de Mateba, s'embarqua à Banana à bord du *Bruxellesville* [131]. Le navire appareilla le 27 juillet, fit une première escale à Freetown (Sierra Leone), une autre le 5 août à Dakar, où Albert fut salué par les autorités de l'Afrique Occidentale Française et reçu par Henry Sableau, adjoint au maire ; il visita la ville, le port commercial et le port militaire [132]. À l'escale suivante, Santa Cruz de Tenerife, la princesse Élisabeth l'attendait [133]. À La Pallice, port de La Rochelle, deux conseillers du prince, le baron van der Elst et Ingenbleek montèrent à bord du navire et l'aidèrent à rédiger le discours qu'il prononcera le 15 août à l'hôtel de ville d'Anvers en réponse à l'allocution du bourgmestre. À partir de Terneuzen, le voyage prit un caractère national. Plusieurs ministres étaient venus à la rencontre du prince et de nombreux navires escortèrent le *Bruxellesville* dans l'Escaut. À 13 h 30, celui-ci entra en rade et s'arrêta devant le quai Jordaens. Sur toute la longueur des quais se pressa une foule enthousiaste [134]. Le discours d'Albert, dont chaque mot semble avoir été pesé, fut d'abord un hommage à la ville d'Anvers, ensuite une allusion fort brève à l'œuvre de Léopold II. Le prince exprima sa foi dans l'avenir de la colonie qui

contribuera au progrès de la Belgique. Retenons cette phrase qui, à l'époque, constituait un son nouveau : «C'est en poursuivant le relèvement moral des indigènes, c'est en améliorant leur situation matérielle, c'est en combattant les maux dont ils souffrent, c'est en multipliant les voies de communication que nous assurerons l'avenir du Congo» [135]. Ce souci du bien-être de la population indigène, il faut bien le dire, est omniprésent dans le journal de voyage. Le même jour, le prince et la princesse Albert regagnaient leur résidence de la rue de la Science à Bruxelles. Une grande aventure avait pris fin.



## Réflexions sur les problèmes de la colonie

Durant son voyage africain, le prince a été confronté à un grand nombre de problèmes et ce qu'il a entendu à ce sujet, ou ce qu'il a pu voir lui-même ou ce qu'il pense à ce propos, il le confie à son journal de voyage. Mais avant d'examiner de plus près quelques-uns des problèmes de la colonie, tels qu'Albert les a perçus, on peut faire la réflexion suivante.

La plupart des Européens que le prince a rencontrés au Congo — et ils étaient nombreux — ont tenu à son égard un langage ouvert et franc. Ils ont abordé les différents problèmes avec une grande franchise, ils n'ont rien fait pour cacher la réalité. Cela vaut aussi bien pour les hauts fonctionnaires que pour les simples agents, aussi bien pour les missionnaires catholiques que protestants. Le prince a été très attentif à leurs déclarations et il juge la situation au Congo sans parti pris et sans condescendance.

Il n'est guère possible d'examiner dans le cadre de cette contribution toutes les questions coloniales que le prince relève dans son journal de voyage. Nous nous proposons d'en retenir trois : le Katanga, la lutte contre la maladie du sommeil et le travail imposé aux travailleurs indigènes.

### 1. LE KATANGA

Albert a eu à l'égard de la situation au Katanga des réactions très vives, qui occupent une place importante dans le journal de voyage. La cause de ces réactions a déjà été évoquée : la présence de nombreux Britanniques au Katanga. Albert examine la situation au Katanga sous trois aspects différents : l'influence britannique, l'agriculture et l'immigration de colons.

Le rôle important joué par les Britanniques au Katanga, en particulier dans la région minière, passait pratiquement inaperçu en Belgique. Seuls le roi, quelques fonctionnaires et hommes d'affaires étaient au courant et encore peut-on se poser la question en quelle mesure leur information était complète. Le prince Albert lui-même n'était que vaguement renseigné à Bruxelles et il ne découvrira la véritable situation que sur place.

La pénétration britannique dans la région qu'on appelle actuellement le Shaba, se faisait par trois voies différentes : via l'Afrique du Sud, via le

chemin de fer rhodésien et via la grande compagnie anglaise qui avait obtenu des concessions dans le nord de la Rhodésie, la Tanganyika Concessions Ltd., dont le patron était le puissant Robert Williams [136].

L'Afrique du Sud était en 1909 une nation en voie de formation et de nombreux hommes politiques y étaient partisans d'un expansionnisme vers le nord, vers l'Afrique Centrale. Le prince Albert en avait rencontré deux au Cap, Merriman et Malan. Il fit la connaissance en Rhodésie et au Shaba même d'autres «Anglais», les uns au service du chemin de fer Broken Hill-Sakania en construction, les autres au service de la T.C.L. Citons en particulier Tom Bayne, beau-frère de Williams et bras droit de celui-ci à l'U.M.H.K. ; George Grey, frère de Sir Edward secrétaire d'État au Foreign Office, ancien prospecteur de minerais au Katanga, et directeur à la T.C.L. ; A. Gordon Keith, représentant permanent de Williams à Bulawayo et F. E. Studdt, géologue [137]. Les ingénieurs, géomètres et chefs d'équipe chargés de la construction du tronçon Broken Hill-Sakania et ceux chargés de l'étude du tracé Sakania-Étoile étaient Anglais ou Sud-Africains.

D'autre part, durant le trajet en train Le Cap-Kimberley, le consul de Belgique Forthomme avait été explicite : la tendance à l'unification politique et à une plus grande autonomie, qui triomphait dans les colonies anglaises d'Afrique du Sud, engendrait un expansionnisme vers le Katanga.

À Bulawayo, il visita un musée «très riche où sont mis (*sic*) en vedette toutes les richesses minières du Congo» [138]. Le prince était bien conscient de la menace que l'Afrique australe fit peser sur la province méridionale du Congo. «Il n'y a pas à dire», confia-t-il à Ingenbleek, «la civilisation marche vers le nord à pas de géant, que ferons-nous au Congo pour arrêter cette poussée triomphale des pionniers anglais?» [139]. C'était le cri d'alarme d'un homme qui découvrait et pressentait la réalité sur place. Mais le danger que représentait l'Afrique du Sud ne doit pas faire perdre de vue les autres voies de pénétration anglaise au Shaba : le chemin de fer et l'exploitation minière. Mais pour mieux comprendre ces deux facteurs, brossons rapidement un croquis de la situation toute particulière que connaissait alors le Katanga sur le plan politique et administratif.

Cette situation remonte à la Compagnie du Katanga, fondée le 12 mars 1891 pour explorer, occuper et organiser le Katanga et en exploiter les richesses. On espérait notamment y trouver de l'or. La Compagnie du Katanga se substituait à l'État du Congo dans un tiers du territoire. Mais il s'avéra que la délimitation, sur le terrain, des propriétés de l'État et des concessions de la Compagnie était difficile, sinon impossible à réaliser. On procéda donc le 19 juin 1900 à la création d'un organisme autonome chargé

de la gestion et de l'exploitation des terres de l'État et de la Compagnie : le Comité Spécial du Katanga. Celui-ci se substitua à la Compagnie. Le 8 décembre de la même année, le C.S.K. signa une convention avec Williams, le dynamique administrateur de la T.C.L., autorisant celle-ci à entreprendre au Shaba des prospections minières et ce durant quelques années. Le but final de cette convention était la constitution, en compte commun, de filiales autonomes chargées de la mise en valeur du sous-sol. Une première filiale fut ainsi fondée le 28 octobre 1906 : l'Union Minière du Haut-Katanga, dont le capital fut souscrit à moitié par la Société Générale de Belgique, à moitié par la T.C.L. et dont le siège était à Bruxelles. Les prospections minières avaient démontré qu'il y avait de l'or au Katanga mais en quantités minimes, que par contre les gisements de malachite étaient d'une grande richesse [140]. Une puissante compagnie anglaise, dirigée par une forte personnalité, était donc étroitement associée à l'exploitation du sous-sol katangais. La prospection minière avait été depuis 1901 l'œuvre de Britanniques. Les noms de deux d'entre eux ont déjà été cités : G. Grey et F. E. Studt. Certes, à partir de juin 1907, l'U.M.H.K. recrutait des agents belges pour le Katanga : deux ingénieurs [141], ensuite trois agents agricoles [142]. De 1907 à 1910, 27 agents belges partiront pour le Katanga, parmi lesquels, outre les ingénieurs et agents agricoles, quatre ouvriers qualifiés, un surveillant de travaux, un géomètre, deux médecins et onze administratifs. La plupart d'entre eux ne firent pas de longue carrière ; ils s'adaptaient difficilement aux conditions de vie au Katanga et la cohabitation avec les Anglo-Saxons était cause de conflits et de tension. En 1909, 15 agents sur un total de 40 étaient de nationalité belge [143]. On remarquera qu'au moment du passage du prince Albert, peu de Belges occupaient un poste technique à l'U.M.H.K. On ne trouvait pratiquement pas en Belgique d'agents techniques qualifiés expérimentés. Par contre, les pays anglo-saxons pouvaient aisément en fournir. Pour mettre l'exploitation du sous-sol en route, Williams détacha au Katanga ses agents, ses hommes de confiance. Jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, la majorité des techniciens de l'U.M.H.K. seront des Anglo-Saxons. Les Britanniques, conscients du rôle important qu'ils jouaient au sein de l'U.M.H.K., envoyèrent dès lors à la rencontre du prince Albert à l'Étoile le docteur Arthur Pearson, médecin en chef, Watson chef de l'administration et Tom Bayne, bras droit de Williams.

La construction du chemin de fer au nord de Broken Hill amena également des Anglo-Saxons au Katanga.

Après la mort de C. Rhodes (26 mai 1902), des difficultés surgirent entre la compagnie à charte rhodésienne, la British South Africa Company,

qui (à l'époque) devait financer le prolongement du chemin de fer au nord de Bulawayo, et Williams, actionnaire du chemin de fer rhodésien (Rhodesian Railway Company). Williams n'était guère partisan du tracé vers la frontière katangaise et le nord-est de la Rhodésie. Il préférait pour l'exportation des minerais vers la mer une voie plus courte : celle qui reliait les hauts plateaux katangais à la côte occidentale à travers l'Angola. Un an après le décès de Rhodes, le 23 mai 1903, fut constituée la Benguela Railway Company, avec l'accord du gouvernement portugais. Le prolongement Bulawayo-Broken Hill fut cependant construit mais par un autre Anglais, George Pauling, l'entrepreneur des chemins de fer sud-africains qui avait obtenu le concours de banquiers londoniens. Pauling accepta de prolonger la voie ferrée vers le nord à condition toutefois d'obtenir le monopole de la construction jusqu'à l'Étoile du Congo. Par le décret du 31 octobre 1906, l'État du Congo créa la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga. Celle-ci eut en été 1908 des contacts avec la Rhodesian Railway Company au sujet de la réalisation d'une liaison ferroviaire avec la Rhodésie. Pour les travaux du tronçon Sakania-Étoile, l'U.M.H.K. se substitua à la T.C.L. Ces différents points sur lesquels nous n'insisterons pas davantage, seront repris dans la convention conclue le 30 janvier 1909 entre l'U.M.H.K., la T.C.L. et le B.C.K. [144].

Lorsque le prince traversa le Katanga, le tronçon Broken Hill-Sakania était en construction et l'étude du tracé de la ligne Sakania-Étoile avait commencé. Les ingénieurs, géomètres et chefs d'équipe étaient presque tous des Anglo-Saxons ; le prince les rencontra à Sakania et à l'Étoile. Il y avait parmi eux un Belge : l'ingénieur Halewyck. Telle était la situation en mai 1909 lorsqu'Albert arriva au poste de l'U.M.H.K. Les réactions particulièrement vives qu'il confie à son journal de voyage nous éclairent sur ce qu'il a dû ressentir sur place. Il fut à la fois indigné et inquiet. À l'Étoile, centre de l'exploitation minière, les Belges étaient en minorité et n'occupaient que des positions de second rang. Bertholet, représentant de l'U.M.H.K., n'était qu'un écran derrière lequel les Anglais tiraient les ficelles.

Le prince consacre alors dans son journal une dizaine de pages au statut particulier du Katanga depuis 1891 et étudie la répartition du capital de l'U.M.H.K. entre la Société Générale et le groupe Williams. C'est un excellent aperçu rédigé pour lui-même, pour mémoriser les faits et mieux comprendre la participation étrangère dans l'exploitation du sous-sol katangais. Il y ajoute cette réflexion amère : que «les Anglais pourront tirer grand profit de cette riche province sans se donner la peine de la conquérir» [145].

Le prince se pose alors des questions auxquelles il n'a pas toujours de

réponse immédiate mais qui montrent combien il a réfléchi sur le rôle des Anglais au Katanga. Citons-en quelques-unes.

Pour quels mobiles a-t-on si «généreusement» disposé des meilleures ressources du Congo en faveur d'un groupe de «financiers», autrement dit de «particuliers» ?

Pourquoi n'a-t-on pas fait un appel suffisant à des capitaux belges pour la constitution d'une société d'exploitation minière ?

Pourquoi a-t-on aliéné une bonne partie de l'exploitation minière aux mains d'étrangers «qui dans la logique même de leur politique, doivent être nos ennemis» ? [146].

Pourquoi a-t-on laissé pénétrer un chemin de fer anglais au Katanga ? Pourquoi n'a-t-on pas construit au Congo même une voie d'accès à ce riche sous-sol ?

Le prince est déçu. Il formule également des reproches à l'égard du C.S.K. «Il est bien regrettable», écrit-il, «que les Belges ne se préoccupent pas davantage de l'exploitation de cette belle et riche province. Tout ce qu'on en a fait, c'est d'en confier l'administration à un Comité Spécial, sorte de compagnie à charte dirigée par des gens ne connaissant rien de l'Afrique ...» [147].

À l'égard de l'«Union minière, dont l'élément directeur le plus actif sont des Anglais dont l'ambition accaparante ne peut échapper qu'aux aveugles» [148].

À l'égard des hautes autorités de l'État, en particulier le gouvernement local de la colonie : «un organisme incohérent ... parce que décapité de ce qui en faisait la seule force, aussi la raison d'être, c'est-à-dire du roi absolu dont la volonté sans restriction dictait à ses serviteurs leurs moindres actes» [149].

L'héritier du trône juge sévèrement, sans complaisance, la situation au Katanga. Dans celle-ci, les hautes autorités du Congo avaient selon lui une lourde responsabilité.

Venons-en aux deux autres aspects sous lesquels Albert examine la situation au Katanga : l'agriculture et l'immigration de colons.

En ce qui concerne l'agriculture, il fait une distinction entre ce qu'il appelle les cultures alimentaires (légumes, blé, etc.) et les cultures d'exportation (café, cacao, arachides, coton). Le prince est partisan du développement des cultures alimentaires ainsi que de l'élevage de bétail, pour une raison économique-sociale, c'est-à-dire pour mieux assurer le ravitaillement de la population, en particulier des travailleurs noirs, dont le nombre allait en augmentant à mesure que l'industrie se développait. Il veut en quelque sorte créer une consommation locale.

Au sujet de l'immigration de colons, le prince avait pris l'avis de plusieurs personnes, entre autres de George Grey, qui connaissait bien le Katanga. Grey était partisan du développement de grandes fermes, à même d'assurer le ravitaillement de la population, en particulier de la main-d'œuvre indigène. Cependant, Grey pensait en premier lieu à l'immigration de fermiers anglais et sud-africains. D'autres Européens que le prince rencontra près de la frontière katangaise voulaient eux aussi favoriser l'immigration de colons mais donner la priorité aux Belges et limiter le nombre d'étrangers [150]. Albert est lui-même favorable à l'établissement de colons, parce que, écrit-il, ceux-ci tirent «profit du sol, ils transforment la région, la rendant habitable parce que ravitaillée» [151]. Il entrevoit donc à la fois l'avantage économique et l'intérêt social. Il ne se prononce pas sur la question de la nationalité : Belges ou étrangers. Par contre, il souligne le rôle que les autorités ont à jouer : accorder aux agriculteurs de bonnes terres et leur octroyer des crédits ou des facilités financières, autrement dit les protéger. En quittant l'Étoile en direction du lac Moero, le prince trouve qu'il est nécessaire de faire connaître le Katanga en Belgique. Selon lui, la mère-patrie se désintéresse de cette province, dont l'avenir est plein de promesses. Ce manque d'intérêt de la part des Belges est la conséquence de l'«... absolutisme léopoldien basé sur le monopole et le secret ... C'est aussi une conséquence de la tendance que Léopold II a marqué les 10 dernières années de séparer le Congo et la Belgique, de les divorcer, d'établir une vraie muraille de Chine entre les deux pays» [152].

## 2. LA MALADIE DU SOMMEIL

La lutte contre la maladie du sommeil préoccupa beaucoup le prince et durant son périple africain, il se fit informer le plus complètement possible sur cette terrible maladie. Il s'était entretenu à ce sujet avec des hauts fonctionnaires, magistrats, administrateurs territoriaux, missionnaires et, bien entendu, avec des médecins. Il vit lui-même des indigènes atteints de la maladie, isolés dans les lazarets (comme le prescrivait les instructions officielles), quelquefois mis à la chaîne, presque toujours abandonnés à leur sort. Il connaît bien les précautions «hygiéniques» à observer, c'est-à-dire déboiser le long des cours d'eau ou autour des cases, déplacer les cases le cas échéant, contrôler les caravanes ; il est attentif à ces points lorsqu'il traverse les villages indigènes. Il est conscient de la gravité du fléau, lorsqu'il écrit : «La maladie du sommeil est actuellement dans l'Afrique centrale la première de toutes les questions» [153]. La trypanosomiase est provoquée par un parasite, qu'on dénomme en terme général *trypanosome*, dont la mouche

tsé-tsé peut être le vecteur. La médecine n'en savait pas encore autant en 1909.

Comme nous le disions, la maladie fit l'objet de nombreuses conversations du prince. Ce qu'il faut relever ici est le fait que la plupart de ses interlocuteurs prétendaient que les «autorités» (on ne citait jamais de noms) de l'État du Congo n'avaient rien entrepris pour combattre le fléau. Albert semble en être convaincu, la lecture de son journal ne laisse pas de doute à ce sujet. On peut cependant se poser la question si les autorités de l'État n'avaient effectivement pris aucune mesure pour enrayer la maladie.

La fondation en 1894 de la Société Belge d'Études Coloniales, disposant d'un capital offert par des mécènes, avait permis la création, à Léopoldville, d'un laboratoire de recherches et l'envoi d'un médecin spécialiste. Le docteur J. Émile Van Campenhout [154] commença en 1899 des recherches sur le paludisme et la maladie du sommeil. Lui succéda le docteur Broden, qu'Albert rencontra dans le laboratoire même à Léopoldville. Broden et bientôt son assistant, le docteur Alphonse Rodhain [155] firent d'importantes observations sur la trypanosomiase. C'est sous l'impulsion du docteur Broden que l'État du Congo ordonna à partir de 1907 la construction de lazarets permettant d'isoler un certain nombre de malades. Ce n'était évidemment qu'un moyen passif pour lutter contre la maladie et Albert a pu le constater de ses propres yeux. Il faut cependant signaler la création, à Léopoldville, sous la direction du docteur Broden, d'un lazaret-modèle, ayant l'aspect d'un village où les trypanosés pouvaient mener une vie plus libre, entourés de leur famille. Vers janvier 1907, le docteur Giovanni Trolli [156] était chargé d'ouvrir un lazaret similaire à Stanleyville et de faire des recherches sur la maladie. Deux expéditions scientifiques, dont une envoyée par l'Institut de Médecine tropicale de Liverpool, avaient pu parcourir le Congo en 1907. En 1908, le gouvernement de l'État institua un cours de préparation pour médecins se destinant à une carrière coloniale. Ce fut l'embryon du (futur) Institut de Médecine tropicale. Il existait aussi dans la plupart des zones de l'État une Commission pour l'Hygiène, qui s'acquittait généralement bien de sa tâche mais qui malheureusement ne disposait pas de crédits suffisants pour réaliser un programme de santé publique.

On ne peut donc pas prétendre que l'État du Congo n'avait rien entrepris pour combattre la maladie. Des initiatives avaient été prises ; des recherches de laboratoire étaient en cours au Congo, comme d'ailleurs au Congo français, en Grande-Bretagne, en Italie. La lutte contre la trypanosomiase était sur la bonne voie mais ce ne fut que dans les années qui suivirent le périple du prince, qu'on arriva à des résultats plus positifs. Au moment du

passage du prince, l'avenir semblait plutôt sombre et les médecins étaient en général pessimistes quant à l'ampleur que la maladie pourrait prendre. C'est sur cette impression assez pénible qu'Albert est rentré en Belgique. Il faut admettre que l'État du Congo ne consacrait qu'une infime partie de son budget à la santé publique. À ce sujet, le chef de la zone du Haut-Luapula, L. Gheur, fit remarquer au prince que «l'hygiène n'est pas matière à profit immédiat, il ne peut donc être question d'y consacrer de grandes sommes d'argent» [157]. La remarque était pertinente et elle pouvait d'ailleurs s'appliquer à d'autres domaines que la santé publique. Mais restons dans celui de la santé. Dans le camp militaire de Lisala, qui comptait environ 900 hommes, il n'y avait ni médecin, ni infirmier. D'ailleurs, peu de médecins travaillaient à l'intérieur et les médecins de «brousse» exerçaient leur profession dans des conditions difficiles, manquant de personnel infirmier, d'instruments et souvent même de médicaments les plus élémentaires [158]. Non sans raison, le prince pouvait écrire que la «hâte intéressée à recueillir du Congo des grands profits a fait négliger la plupart des problèmes ...» [159].

### 3. TRAVAIL IMPOSÉ AUX TRAVAILLEURS INDIGÈNES

La question du travail imposé aux indigènes fut abordée par l'ingénieur A. Adam sur les chantiers du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, entre Kindu et Kongolo. Le prince consacre cinq pages de son journal à cette question.

De quoi s'agit-il ?

Vers mars-avril 1909, le nombre de travailleurs indigènes du C.F.L. était d'environ 5400, qui se répartissaient comme suit : environ 1028 volontaires, environ 833 réengagés et environ 3531 travailleurs d'utilité publique. Les travailleurs dits d'utilité publique n'étaient pas recrutés librement, ils étaient forcés au travail pour une durée maximum de cinq ans en vertu d'une législation datant de l'État du Congo et maintenue par la colonie [160]. Ce mode de recrutement sous-entendait généralement la capture du Noir et sa transplantation dans une région lointaine, étrangère.

L'ingénieur Adam confiait au prince qu'il était en principe opposé à ce type de recrutement de main-d'œuvre. Mais il admettait que cette réglementation avait été nécessaire pour réunir un nombre suffisant de travailleurs et que sans cette réglementation, la construction de la voie ferrée aurait été retardée.

La question du recrutement de travailleurs pour cause d'utilité publique avait eu un écho au Parlement belge. Deux députés, Émile Royer [161] et Émile Vandervelde avaient interpellé le ministre des Colonies à ce sujet,

respectivement le 16 et le 31 mars 1909. Royer prétendait que l'emploi de ces travailleurs par le C.F.L. était illégal ; la Compagnie était censée faire du bénéfique et devait donc être considérée comme une société commerciale. Le représentant se référait à l'article 2 de la Loi Coloniale, qui stipule que : «Nul ne peut être contraint de travailler pour le compte ou au profit de particuliers ou de sociétés commerciales». Continuant le débat, Vandervelde s'élevait lui aussi contre le recrutement forcé de travailleurs au service d'une société commerciale et contre la transplantation brutale de l'indigène, arraché à son milieu coutumier.

Le ministre Renkin se défendait assez mollement. Il prétendait que la construction de la voie ferrée C.F.L. était bien un travail d'utilité publique, en vertu d'un décret du Roi-Souverain. Il se disait toutefois prêt à réduire la durée du terme des travailleurs de cinq à trois ans, à accorder une double ration aux travailleurs mariés et à payer les salaires en argent [162].

Le député libéral P. Hymans [163] opposa alors aux parlementaires socialistes un ordre du jour transactionnel, qui obtint presque l'unanimité de la Chambre ; il prenait acte des déclarations du ministre et tendait à substituer le plus rapidement possible le recrutement libre des travailleurs au recrutement pour cause d'utilité publique. Le débat s'était clôturé peu de jours avant le départ du prince Albert mais celui-ci avait pu en prendre connaissance [164].

Le fait que le ministre des Colonies avait accepté de payer dorénavant les salaires des travailleurs du C.F.L. en monnaie mérite une attention particulière. La monnaie circulait dans le Bas-Congo et commençait à circuler dans le district de Léopoldville. Elle était pour ainsi dire encore inexistante dans le Haut-Congo. Aux salaires des travailleurs, dont l'État du Congo avait fixé le plafond à des taux fort bas, s'ajoutait une indemnité en nourriture. L'un et l'autre étaient payés en étoffe et en nature. L'État avait toujours refusé la rémunération en argent. Or, les travailleurs, les soldats, les chefs indigènes, la population arabisée demandaient le paiement en monnaie. Le refus de rémunérer le travail en argent avait une incidence sur le recrutement : trop peu de travailleurs se présentaient. Ce fut le cas notamment pour le C.F.L.

Revenons-en à l'entretien du prince avec l'ingénieur Adam. Celui-ci était partisan à la fois de l'augmentation des salaires et de leur paiement en monnaie. Le C.F.L., déclarait l'ingénieur, avait déjà commencé à mettre en pratique cette nouvelle politique. Elle avait augmenté les salaires des ouvriers d'élite, mais en secret ; elle continuait à payer une indemnité en étoffe pour ne pas troubler le marché.

Le prince Albert est tout à fait d'accord avec cette innovation en matière de salaires. Dans son journal, il se réfère au débat de la Chambre. Il écrit ne pas pouvoir admettre les «critiques acerbes» des députés socialistes, ayant pu constater lui-même, sur place, «l'air bien portant des travailleurs» de la voie ferrée et les bonnes conditions matérielles (et hygiéniques) de leur logement. Mais tout en rejetant les critiques des socialistes, il admet qu'il existe au C.F.L. un problème de matière de recrutement et de rémunération.

En guise de conclusion, on pourrait dire que le prince Albert est soucieux du bien-être moral et matériel de la population indigène. Il exprime cette préoccupation tout au long de son journal.

«... il faut appeler, écrit-il, la population noir (*sic*) à coopérer volontairement et à son avantage à la mise en valeur de toutes ces superbes régions. Que pouvons-nous faire sans eux ? Les considérer comme un troupeau taillable et corvéable à merci, c'est un crime au point de vue humanitaire ...» [165].

Une autre réflexion est qu'Albert, en visitant le Congo, a contribué, comme Vandervelde et comme Renkin, à créer une meilleure image de la colonie dans l'opinion publique belge, à opérer un changement de climat et de mentalité. Mais plus que les deux hommes politiques, le prince a pu donner à son voyage un grand retentissement, parce qu'il était membre de la famille royale et héritier du trône.

## NOTES

AGR = Archives générales du Royaume.

AMRE = Archives du Ministère des Relations Extérieures.

APR = Archives du Palais Royal.

- [1] Voir entre autres : CORNET, R.-J. 1971. Bwana Muganga (Hommes en blanc en Afrique noire). *Mém. Acad. r. Sci. Outre-Mer*, Cl. Sci. mor. et pol., nouv. sér., 41 (1), pp. 217-218 ; DUMONT, G.-H. 1986. Élisabeth de Belgique. Paris, pp. 60-64 ; MAURICE, A. Le Roi Albert et l'Afrique, *C. R. Séanc. Acad. Sci. Outre-Mer* (Paris), 36 (2), 18 février 1977, p. 1 et ss. ; NEVEN, E. Th. 1955. Belgische Vorsten op bezoek in Kongo, *Band*, 5, pp. 179 et sv. ; THIELEMANS, M.-R. & VANDEWOUDE, E. 1982. Le Roi Albert au travers de ses lettres inédites. Bruxelles, pp. 45-50 ; Cinquantième anniversaire de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, 1902-1952. Bruxelles (1952), pp. 49-51.
- [2] Marie-José, 1971. Albert et Élisabeth de Belgique, mes parents. Paris, pp. 85-91.
- [3] APR à Bruxelles, Secrétariat du prince Albert.
- [4] APR, Papiers Albert-Élisabeth.
- [5] Lettre du prince Albert à la princesse Élisabeth, Kisenda, 10 mai 1909, APR, correspondance privée.
- [6] *La Chronique* du 19 août 1909.
- [7] Marie-José, Albert et Élisabeth de Belgique, *op. cit.*, p. 85.
- [8] AGR, Papiers Schollaert-Helleputte ; lettre publiée dans THIELEMANS, M.-R. & VANDEWOUDE, E. 1982. Le Roi Albert au travers de ses lettres inédites, pp. 323-324.
- [9] Note manuscrite de Léon VAN DER ELST, « Voyage du Prince Albert au Congo » et copie dactylographiée. AGR, Papiers Léon van der Elst, 149. Le chevalier (baron en 1910) Léon van der Elst (1856-1933) fut secrétaire général du Ministère des Relations extérieures de 1905 à 1917 et conseiller intime du roi Léopold II et du prince Albert. Voir note 17.
- [10] Le ministre Renkin était accompagné de son épouse, d'Ed. De Jonghe, son secrétaire particulier, et du chanoine Beynen O. Praem., et voyageait à bord du *Bruxellesville*. Les papiers J. Renkin (reproduction) conservés aux Archives africaines, AMRE, fournissent de nombreuses données au sujet de ce voyage. Renkin adressa pendant son séjour au Congo plusieurs lettres à G. Helleputte dans lesquelles il livre ses impressions et aborde quelques grands problèmes de la colonie. AGR, Papiers Schollaert-Helleputte. Voir encore la presse belge de l'époque et, en ce qui concerne le départ de Renkin pour le Congo, *La Tribune Congolaise*, 8 (9), du 22 avril 1909. — Sur Jules L. J. L. Renkin (1862-1934), voir : DELLICOUR, F. 1955. *Biographie coloniale belge*, 4, col. 747-753.
- [11] VAN DER LINDEN, F. 1910. Le Congo, les Noirs et Nous. Paris.
- [12] VANDERVELDE, É. 1909. Les derniers jours de l'État du Congo. Journal de voyage (juillet-octobre 1908). Mons. Cet ouvrage sortit de presse après le départ pour l'Afrique du prince Albert mais celui-ci avait pu prendre connaissance du contenu par les larges extraits publiés par le journal *Le Peuple*.

- [13] Lettre de Sir Alfred Jones à Léopold II, Liverpool, 21 juillet 1909. APR, Congo, 339. Dans sa réponse du 31 juillet 1909 à Sir Alfred, Edmond Carton de Wiart, secrétaire du Roi écrivait : «... Sa Majesté espère avec vous que les Anglais verront enfin la vérité à propos des affaires du Congo ...» APR, Congo, 339.
- [14] Lettre d'Edmond Carton de Wiart à G. Whiteley, Bruxelles, 29 mars 1909, minute. APR, Cabinet du roi Léopold II, n° (provisoire) 708.
- [15] MAURICE, A. 1977. *Le Roi Albert et l'Afrique*, pp. 1-24. Voir aussi CORNET, R.-J. 1971. *Bwana Muganga*, p. 217.
- [16] CARTON DE WIART, Edmond (baron), 1944. *Léopold II. Souvenirs des dernières années 1901-1909*, Bruxelles, p. 213.
- [17] Note de la main du baron LÉON VAN DER ELST intitulée «Le Voyage du prince Albert au Congo». Elle fut probablement rédigée entre 1917 et 1921, lorsque van der Elst était ministre plénipotentiaire à Madrid. AGR, Papiers Léon van der Elst, 149. Voir note 9 ci-dessus.
- [18] «... le Roi ... avait émis des doutes sur l'accueil que le conseil des ministres lui aurait réservé, ajoutant qu'il pensait que les ministres ne voudraient pas prendre la responsabilité de me laisser faire un pareil voyage». Lettre du prince Albert à J. Renkin, 7 janvier 1909. AMRE, Archives africaines, Papiers J. Renkin, 2.
- [19] Nous ne savons pas qui a été chargé de la démarche auprès du ministre des Colonies : peut-être était-ce le baron Léon van der Elst, conseiller intime du prince et appartenant, comme Renkin, au parti catholique.
- [20] Lettre du prince Albert à J. Renkin, 7 janvier 1909. Voir note 18.
- [21] Télégramme du roi au prince Albert, 1<sup>er</sup> avril 1909, et réponse du prince du même jour ; télégrammes du prince au roi du 7 avril (de Madère) et du 3 août (du Sierra Leone) ; télégrammes du roi au prince du 19 avril (via Le Cap) et s.d. (de Ténériffe). APR, Congo, 234.
- [22] Justin P. F. M. Malfeyt (1862-1924), officier de l'armée belge, s'était engagé au service de l'État du Congo en 1891. Voir ENGELS, A. 1952. *Biographie coloniale belge*, 3, col. 588-592. Voir aussi lettre de Léopold II à J. Renkin, 23 janvier 1909. APR, Congo, 94.
- [23] Albert B. A. Lantonnois van Rode (1852-1934), officier de l'armée belge, fut désigné le 30 mars 1905 pour assumer en qualité de vice-gouverneur général, la direction du gouvernement local de l'État du Congo. Voir COOSEMANS, M. 1952. *Biographie coloniale belge*, 3, col. 494-495.
- [24] Lettre de J. Renkin à Lantonnois, Bruxelles, 17 février 1909. AMRE, Archives africaines, dossier II 1181 (3204). Et note dactylographiée relative à l'itinéraire du prince Albert, APR, Secrétariat du prince Albert, 74.
- [25] Lettre de J. Renkin à Lantonnois, Bruxelles, 9 mars 1909. AMRE, Archives africaines, dossier II 1181 (3204). Dans cette lettre, on trouve également la composition de la suite du prince et des instructions pour l'engagement au Congo de porteurs pour le prince et sa suite.
- [26] Note dactylographiée relative à l'itinéraire. APR, Secrétariat du prince Albert, 74.
- [27] Sur Émile Wangermée (1855-1924), officier de l'armée belge, voir MOULAERT, G. 1948. *Biographie coloniale belge*, 1, col. 951-956.
- [28] Wangermée aimait varier ses itinéraires et s'était rendu à sa résidence de Lukonzolwa (lac Moero) via Mombasa et le lac Tanganyika. Il publia le récit de son voyage sous

- le titre «Voyage au Congo par Mombasa», Bruxelles, 1906, 31 pp. Voir note 30 ci-dessous.
- [29] Voir la notice biographique d'E. Wangermée, par MOULAERT, G. 1948. *Biographie coloniale belge*, I, col. 951-956.
- [30] WANGERMÉE, E., s.d. (1909). Grands lacs africains et Katanga. Souvenirs de voyage. Encore du même auteur : Voyage au Congo par Mombasa. Bruxelles, 1906 ; et De Mombasa au Nil par le Chemin de Fer de l'Uganda et le Lac Victoria (tiré-à-part du *Mouvement géographique*), 1906, n. 16, pp. 200-204, carte.
- [31] Union Minière du Haut-Katanga 1906-1956. Bruxelles (1956), pp. 85-86.
- [32] Note de J. Malfeyt au prince Albert, s. d. (vers la mi-février 1909). APR, Secrétariat du prince Albert, 74. Voir encore deux notes relatives au voyage via Le Cap : AMRE, Archives africaines, trois dossiers relatifs au voyage du prince Albert au Congo en 1909 ; on y trouve des prescriptions à observer dans le domaine de l'hygiène, des instructions pour l'habillement et les armes, des renseignements sur la durée du voyage et sur le coût approximatif du périple.
- [33] Lettre du prince Albert à la princesse Élisabeth, 17 février 1909. APR, correspondance privée. Voir ci-après et note 36.
- [34] «J'ai très bien reçu la lettre du 18 me donnant ton nouvel itinéraire. M. Schollaert m'a écrit dans le même sens. Je n'ai pas besoin de te redire, mon cher neveu, combien sont sincères les vœux que je forme pour ton grand voyage ...». Lettre de Léopold II au prince Albert, 22 février 1909. APR, Cabinet du Roi Léopold II, 807. — La lettre du prince au roi du 18 février n'a pas été retrouvée.
- [35] L'endroit exact où eut lieu le déjeuner n'est pas connu. Peut-être à Nossegem (situé sur la route Bruxelles-Louvain) dans la propriété de Jules Bosmans, l'ancien précepteur, où le prince avait l'habitude de se rendre depuis sa jeunesse.
- [36] Lettre du lieutenant-colonel baron Louis de Moor, aide de camp du prince Albert, à Wangermée, 20 mars 1909. M(usée) R(oyal de l') A(frique) C(entrale), Papiers É. Wangermée. — Le prince Albert de Ligne avait été employé depuis 1905 au département des Affaires étrangères de l'État du Congo, était passé ensuite au ministère des Colonies et souhaitait reprendre sa place dans la carrière. Voir THIELEMANS, M.-R. & VANDEWOUDE, E. *Le Roi Albert au travers de ses lettres inédites*, pp. 245-246.
- [37] Manuscrit du baron LÉON VAN DER ELST, *Le voyage du prince Albert au Congo*. AGR, papiers Léon van der Elst, 149.
- [38] Lettre de J. Davignon au comte de Lalaing, ministre de Belgique à Londres, 25 février 1909. AMRE, dossier 13433 Congo.
- [39] Voir entre autres : lettres de J. Davignon à Knight, consul de Belgique au Cap, 14 mars 1909. AMRE, dossier 13433 Congo. Nous reviendrons sur Pierre Forthomme, consul de Belgique à Johannesburg.
- [40] Télégrammes dactylographiés (copies) signés Spekat et Union Minière, s.d. APR, Secrétariat du prince Albert. Ces instructions datent de fin février ou début mars 1909. Le premier représentant du C.S.K. en Afrique, É. Wangermée se trouvait alors en Belgique. Il était remplacé par le second représentant, le commandant Léon Tonneau. Voir ci-après.
- [41] Dépêches du comte de Lalaing à J. Davignon, Londres, 1<sup>er</sup> mars 1909 et 25 mars 1909. AMRE, dossier 13433 Congo. Le prince Albert reçut effectivement par la voie du Foreign Office une copie du «programme d'hygiène» que George Grey observait et qui

- lui avait «permis» d'échapper aux maladies tropicales. Voir sur George Grey : TREVELYAN, G. M. 1937. *Grey of Falldon*. Londres, pp. 178-179 ; STUDDT, F. E. 1953. Lorsque nous prospectons en Rhodésie et au Katanga, *Revue coloniale belge*, 1<sup>er</sup> novembre 1953, p. 825 ; SHARP, R. S. 1956. En prospection au Katanga il y a cinquante ans. *Élisabethville*, pp. 4-5 ; GANN, L. H. 1964. A History of Northern Rhodesia Early Days to 1953. Londres, pp. 121-122 ; STENGERS, J. 1982. Le Katanga et le mirage de l'or. In : *Études africaines offertes à Henri Brunschwig*. Paris, pp. 149-175. Nous remercions vivement le professeur J. Stengers qui a bien voulu nous procurer une copie de son étude.
- [42] Lettre de Sir Edward Grey au comte de Lalaing, 17 mars 1909. AMRE, dossier 13433 Congo.
- [43] Le prince Albert adressa vers le 22 avril 1909 d'Afrique du Sud un télégramme de remerciement au roi Édouard VII de Grande-Bretagne. Il fait une allusion à ce télégramme dans sa lettre à la princesse Élisabeth, datée (Victoria Falls) 24 avril 1909. APR, correspondance privée. Les autorités de la Colonie de Transvaal avaient demandé que le prince visitât cette région mais cette requête fut refusée, le temps du prince étant limité. Voir télégramme de J. Davignon à P. Forthomme, consul de Belgique à Johannesburg, 6 avril 1909. AMRE dossier 13433 Congo.
- [44] Lettre de J. Renkin à Lantonnois, 10 mars 1909. AMRE, Archives africaines, dossier II 1181 (3204).
- [45] APR, Secrétariat du prince Albert, 74.
- [46] Entre autres par les ouvrages de Cyrille Van Overbergh sur les ethnies congolaises (voir lettre de C. Van Overbergh au prince Albert, Bruxelles, 25 février (1909). APR, AE 281), par les extraits du livre (à paraître) d'Émile VANDERVELDE, *Les derniers jours de l'État du Congo*, parus dans *Le Peuple*, par des coupures du *Mouvement géographique* et de journaux belges et étrangers. Les coupures de presse étaient communiquées par J. Ingenbleek.
- [47] La princesse Marie de Hohenzollern Sigmaringen (1836-1912) avait épousé en 1867 le prince Philippe, comte de Flandre.
- [48] Voir note manuscrite de Léon VAN DER ELST, *Le Voyage du Prince Albert au Congo*. AGR, Papiers Léon van der Elst, 149. Et note sur le départ du prince Albert de Bruxelles à destination de Londres, s.d. AMRE, Archives africaines, dossier II/1181/3204.
- [49] Le général H. Jungbluth et le baron Léon van der Elst montèrent à Southampton à bord du navire et visitèrent l'appartement du prince, qui comportait une chambre à coucher et un petit salon. Voir manuscrit de Léon VAN DER ELST, *Le Voyage du Prince Albert*, déjà cité. Le prince avait dans ses bagages un certain nombre de livres ; il a beaucoup lu à bord.
- [50] Voir entre autres : *Voyage au Congo belge par Cape Town* ; et lettre du prince Albert à la princesse Élisabeth, à bord du *Armandale Castle*, 6 avril 1909. APR, correspondance privée. Dans cette dernière lettre, le prince demande à son épouse de s'occuper du cadeau à offrir à Malfeyt, notamment un étui à cigarettes en argent au chiffre du prince et avec l'inscription «En souvenir reconnaissant de notre voyage à travers le Congo».
- [51] Sur le départ de Belgique du prince Albert, voir, outre le manuscrit précité de Léon van der Elst, *l'Étoile Belge* du 3 avril 1909. Le président de l'Union Castle Line était

Donald Currie, auquel Léopold II avait fait appel à plusieurs reprises en rapport avec le Congo. Voir sur l'escale de Madère : lettre du baron Fallon à J. Davignon, Lisbonne, 11 avril 1909. AMRE dossier 13433 Congo. Le prince Albert a rédigé lui-même le récit de la réception à Funchal dans un manuscrit annexé au «Voyage au Congo belge par Cape Town».

- [52] Il s'agit du major d'Arcy Fife.
- [53] Sir Walter F. Hely-Hutchinson, âgé alors de 60 ans, était gouverneur de la colonie du Cap depuis 1901. Il avait commencé sa carrière coloniale en Australie, avant d'être nommé gouverneur respectivement de Malte et du Natal et du Zululand. Ces renseignements biographiques figurent dans AMRE dossier 13433 Congo.
- [54] John Xavier Merriman (1841-1926), fils d'un prêtre anglican, né en Angleterre, avait émigré avec ses parents dans la colonie du Cap. Il revint dans son pays natal pour y entreprendre des études et retourna définitivement au Cap en 1861. Il se lança dans la politique vers 1869 et fut, depuis 1872, plusieurs fois membre du gouvernement de la colonie. Administrateur et financier compétent, orateur de talent, il est considéré comme un des grands hommes politiques de la jeune République sud-africaine. Voir entre autres : THOMPSON, L. M. 1960. *The Unification of South Africa 1902-1910*. Oxford, pp. 38-39, 503.
- [55] «Ceux-ci (les indigènes), disait Merriman au prince Albert, sont nécessaires pour assurer la main-d'œuvre aux métiers que dans ces pays les blancs ne veulent ou ne peuvent fournir, mais on veut les maintenir dans un état inférieur ...», *Voyage au Congo belge par Cape Town*, pp. 3-4.
- [56] François Stefanus Malan (1871-1941), juriste et journaliste, homme politique de la colonie du Cap et membre du gouvernement de l'Union sud-africaine en 1910. Voir : THOMPSON, L. M. 1960. *The Unification of South Africa*, pp. 502-503.
- [57] Sur les entretiens qu'eut le prince Albert avec Merriman et Malan, voir : *Voyage au Congo belge par Cape Town*, pp. 3-4 ; et lettre du prince à J. Ingenbleek, Broken Hill 27 avril 1909, publiée dans THIELEMANS, M.-R. & VANDEWOUDE, E. *Le Roi Albert ...*, pp. 335-338. Le général Botha, premier ministre du Transvaal avait également proposé de mettre une voiture de chemin de fer à la disposition du prince. Voir encore sur la visite du prince à Cape Town : dépêche de P. Forthomme à J. Davignon, 24 avril 1909. AGR, Papiers P. Forthomme, 102 ; et AMRE dossier 13433 Congo. La presse sud-africaine manifesta un grand intérêt pour la visite du prince à Cape Town.
- [58] THOMPSON, L. M. 1960. *The Unification of South Africa*, *passim*.
- [59] «De longs wagons à couloir ... éclairés à l'électricité, munis de lavabos et de couchettes confortables, de salle de lecture et de rafraîchissement», *Le Mouvement géographique* du 25 avril 1909, col. 198.
- [60] Les renseignements biographiques sur Pierre Forthomme (1877-1959) nous furent communiqués par notre collègue, Mademoiselle F. Peemans, archiviste du Ministère des Relations extérieures, que nous remercions vivement. Voir encore notice biographique, par Robert CARDOL, dans *Le Farfadet*, décembre 1910 ; WILLEMS, H. 1986. Deux Wallons au Congo. In : *La Vie Wallonne*, tome 60, pp. 36-43.
- [61] Voir, sur la rencontre du prince Albert avec Forthomme durant le trajet Le Cap-Kimberley : *Voyage au Congo belge par Cape Town*, pp. 7-8 ; lettre du prince à J. Ingenbleek, Broken Hill, 27 avril 1909, publiée dans THIELEMANS, M.-R. & VANDEWOUDE, E. *Le Roi Albert ...*, pp. 335-338.

- [62] Lettre du prince Albert à Ingenbleek du 27 avril 1909, citée dans la note 61.
- [63] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 14.
- [64] Les porteurs indigènes furent recrutés par un certain Nottage, chargé par l'Union Minière du Haut-Katanga du transit à Broken Hill.
- [65] Lettre du prince Albert à la princesse Élisabeth, Broken Hill, 27 avril 1909. APR, correspondance privée.
- [66] Lettre du prince Albert à la princesse Élisabeth, Fuwera, 30 avril 1909. APR, correspondance privée.
- [67] Lettre du prince Albert à la princesse Élisabeth, Étoile du Congo, 14 mai 1909. APR, correspondance privée. Une photo prise à l'époque au Congo représente le camp, qui se compose de trois tentes à double toit, de dimensions égales, et d'une tente plus longue. On y reconnaît à l'avant-plan le prince Albert, le vice-gouverneur général Malfeyt, le baron de Moor et le docteur G. Polidori ; à l'arrière-plan se trouve un Européen (l'officier commandant l'escorte de la Force publique ?), les cinq serviteurs swahilis (voir note 69) et quelques soldats de la Force publique. APR, AE sans n°.
- [68] Union Minière du Haut-Katanga 1906-1956. Bruxelles (1956), p. 85. Le prince Albert ne mentionne que rarement L. Tonneau dans son journal de voyage. Né à Wiers (Hainaut) le 28 mars 1863, il commença le 15 février 1908 son quatrième terme de service au Congo ; voir notice biographique APR, Secrétariat du prince Albert.
- [69] Ces indigènes, dont la langue véhiculaire était le kiswahili, avaient été choisis par l'intermédiaire du commissaire du district de la Province Orientale, A. Demeulemeester. Voir lettre de J. Renkin à Lantonnois, Bruxelles, 30 mars 1909. AMRE, Archives africaines, II 1181 (3204). Voir sur A. Demeulemeester : ci-après.
- [70] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 13.
- [71] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 12-13.
- [72] Avant d'arriver à l'Étoile du Congo, le prince Albert avait visité l'exploitation agricole de la Kafubu, appartenant à l'Union Minière du Haut-Katanga ; elle s'étendait alors sur une dizaine d'hectares. Voir Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 19.
- [73] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 20-21.
- [74] A. Bertholet avait le titre de représentant de l'U.M.H.K.
- [75] Note manuscrite Visit of H.R.H. Prince Albert datée Lubumbashi, 23 mai 1909. APR, Secrétariat du prince Albert, 74 ; Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 20-21, 33-34 ; Union Minière du Haut-Katanga 1906-1956, *passim*.
- [76] Union Minière du Haut-Katanga 1906-1956, pp. 61, 84-87.
- [77] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 33. — Sur Sir Robert Williams (1860-1938), homme d'affaires britannique, voir : RANIERI, L. 1955. *Biographie coloniale belge*, 4, col. 956-962. Voir aussi note 136.
- [78] Nous n'avons pas trouvé de données biographiques sur Mac Donald.
- [79] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 34.
- [80] La station de Lukafu fut fondée par E. Verdick ; E. Wangermée y résida quelque temps avant de s'établir définitivement sur les rives de la Lubumbashi.
- [81] Sur Martin J. M. R. Rutten (1876-1944), voir : DELLICOUR, F. 1958. *Biographie coloniale belge*, 5, col. 714-720. Rutten s'était engagé au service de l'État du Congo comme magistrat (1901) ; la majeure partie de sa carrière coloniale s'identifia avec le Katanga.
- [82] Le (long) résumé de l'entretien du prince avec Rutten se trouve dans : Voyage du Congo belge par Cape Town, pp. 37-39.

- [83] Sur Léon J. J. M. Gheur (1866-1932), officier de l'armée belge, chef de zone au service du C.S.K., voir : WALRAET, M. 1955. *Biographie coloniale belge*, 4, col. 334-335.
- [84] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 43-45.
- [85] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 44-45.
- [86] Sur Giovanale Polidori (1872-1924), premier directeur de l'hôpital d'Élisabethville, qui avait 22 ans de service au Congo, voir : COOSEMANS, M. 1952. *Biographie coloniale belge*, 3, col. 709-710. Après son décès, sa dépouille mortelle fut ramenée d'Élisabethville à Castro dei Volsci (Rome), son village natal, en décembre 1924. Le roi Albert adressa des condoléances à la famille. Voir encore sur G. Polidori : APR, Cabinet du roi Albert, 113.
- [87] Lettre du prince Albert à la princesse Élisabeth, Lukonzolwa, 30 juin 1909. APR, correspondance privée.
- [88] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 47.
- [89] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 48-49.
- [90] Le s/s *Emile Wangermée* expédié d'Anvers via Chinde et le lac Nyassa, le 8 novembre 1899, fut mis en service sur le lac Moero par le C.S.K. le 4 mai 1901. Il mesurait environ 20 m de long, 4,50 m de large et 1,60 m de creux et comportait une cabine. Renseignements fournis par notre confrère, M. André Lederer, que nous remercions vivement.
- [91] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 50.
- [92] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 53. Le prince ne donne aucun détail sur la conversation qu'il aurait eue avec Mgr Roelens à Kiambi. Il reverra celui-ci à Vieux-Kasongo. Sur Victor Roelens (1858-1947), vicaire apostolique du Haut-Congo, voir : LAUDE, N. 1968. *Biographie belge d'Outre-Mer*, 6, col. 861-864.
- [93] Sur Théophile Eugène Thiry (1869-1914), officier de la Force publique, voir : COOSEMANS, M. 1951. *Biographie coloniale belge*, 2, col. 908-909.
- [94] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 53. Peut-être Albert en voulait-il au capitaine Thiry d'avoir écrit dans un rapport «que beaucoup de fonctionnaires seraient distraits de leurs fonctions» par le voyage du prince». Le chef de zone avait également déclaré au prince «ne rien connaître de la maladie du sommeil».
- [95] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 54-55.
- [96] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 56.
- [97] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 56.
- [98] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 67.
- [99] Sur le docteur Élie Joseph Étienne (1855-1920), voir : RODHAIN, J. 1951. *Biographie coloniale belge*, 2, col. 370-371. Voir aussi note 101 ci-dessous.
- [100] Voir sur le séjour du prince Albert à Kasongo et à Vieux-Kasongo : Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 66-69.
- [101] Le docteur E. J. Étienne fut désigné par le ministre Renkin pour accompagner le prince Albert, avec l'accord du roi Léopold II. Voir : lettre de Renkin au roi, 23 janvier 1909. APR, Congo, 94. Le docteur Étienne n'avait jamais exercé de fonctions dans le Haut-Congo. Voir note 99.
- [102] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 70.
- [103] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 67.
- [104] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 71-74.
- [105] Cinquantième Anniversaire de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains 1902-1952, Bruxelles, 1952, p. 44. Cet ouvrage reproduit

une photo représentant le prince Albert sur un wagon de chemin de fer en compagnie de l'ingénieur Adam et de Malfeyt.

- [106] Un exemplaire du menu du déjeuner du 25 juin 1909 à Kindu se trouve dans APR, AE. Il s'agit d'une aquarelle ; au verso figurent les signatures du prince, de Malfeyt, Étienne, Demeulemeester, Adam, de Moor, le capitaine Holmquist (au service de la C.F.L.) et E. Callewaert.
- [107] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 85.
- [108] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 93.
- [109] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 87 — Albert rencontra à Stanleyville Victor-Emmanuel, prince de Savoie, comte de Turin. Celui-ci venait à pied de la côte orientale et se rendait à Boma, où il comptait s'embarquer pour Cape Town et, de là, remonter au Caire. Voir Voyage, pp. 86-87.
- [110] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 87-89.
- [111] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 88-89.
- [112] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 90-92.
- [113] Sur Émile (en religion : Mgr Gabriel) Grison (1860-1942), vicaire apostolique des Stanley Falls, voir COOSEMANS, M. 1955. *Biographie coloniale belge*, 4, col. 360-363.
- [114] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 93-94.
- [115] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 93-94 et 101-102.
- [116] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 94-95.
- [117] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 95.
- [118] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 98-99. Le prince Albert inspecta également les camps militaires de Basoko et d'Irebu.
- [119] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 103.
- [120] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 103-104.
- [121] Sur Eugène Joseph Marie Henry (1862-1930), gouverneur général du Congo belge, voir : DELLICOUR, F. 1955. *Biographie coloniale belge*, 4, col. 390-394.
- [122] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 107-108.
- [123] Sur Georges B. J. M. Moulaert (1875-1958), vice-gouverneur général, voir : VANDERLINDEN, R. 1968. *Biographie belge d'Outre-Mer*, 6, col. 758-762. Moulaert fut commissaire de district (ensuite commissaire général) de Léopoldville et directeur de la Marine de environ 1908 à 1915.
- [124] Sur Louis F. Ghislain (1856-1917), inspecteur d'État, nommé vice-gouverneur général le 17 mars 1910, voir : HEYSE, T. 1951. *Biographie coloniale belge*, 2, col. 406-408.
- [125] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 110-111.
- [126] Sur le docteur Alphonse L. G. Broden (1875-1929), directeur du laboratoire de bactériologie de Léopoldville, voir : RODHAIN, J. 1951. *Biographie coloniale belge*, 2, col. 102-110.
- [127] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 112-113.
- [128] Sur Martial Merlin (1860-1935), gouverneur général des Colonies (de l'Afrique Équatoriale Française, de 1908 à 1918), voir : MOULAERT, G. 1955. *Biographie coloniale belge*, 4, col. 589-590.
- [129] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 114-117. Le prince Albert visita à Brazzaville également le laboratoire de recherches sur la maladie du sommeil.
- [130] Le prince a rédigé une note sur les fermes-chapelles en rapport avec sa visite de la mission de Kisantu.

- [131] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 123-129. Le *s/s Bruxellesville* de la Compagnie Maritime Belge du Congo fut construit en 1908-1909 par Alex Stephen & Sons Ltd. à Linthouse (Govan) ; il mesurait 122 m de long et 15,85 m de large et sa profondeur était de 10,95 m. Un volumineux album relié contenant des vues du navire, fut offert au prince par la Compagnie Maritime, probablement pendant la traversée Banana-Anvers. Cet album est conservé aux APR. Il est à noter que le prince Albert ne fait aucune allusion dans son journal de voyage à un entretien avec le gouverneur général f.f. Lantonnou ou d'autres hauts fonctionnaires à Boma.
- [132] Sur la visite du prince Albert à Dakar et sa réception par les autorités, voir deux feuillets autographes Dakar 5 août 1909, joints au journal de voyage.
- [133] La princesse Élisabeth, accompagnée du docteur Le Bœuf et d'une dame d'honneur, la comtesse Henriette van den Steen de Jehay, s'était rendue aux îles Canaries via Lisbonne et Madère. Le baron Léon van der Elst avait activement participé à la préparation de ce voyage, voir AMRE, dossier 13433 Congo.
- [134] Pratiquement tous les quotidiens belges de l'époque ont consacré des articles au retour du Congo du prince Albert. Voir entre autres *Le Soir* et *Le National* du 16 août 1909, et *Le National* et *La Gazette* du 17 août 1909. Voir encore le manuscrit (souvenirs) du baron Léon VAN DER ELST, Mon voyage à La Pallice. Retour du Roi du Congo. AGR., Papiers Léon van der Elst. La réception officielle du prince Albert à Anvers fut décidée par le gouvernement en accord avec le bourgmestre de la ville. Voir lettre de F. Schollaert à Renkin, 22 juin 1909 AMRE, Archives africaines, Papiers J. Renkin, 2.
- [135] Le texte du discours prononcé par le prince Albert à l'hôtel de ville d'Anvers le 15 août 1909 fut imprimé sur les presses de J. Goemaere, Imprimeur du Roi, et diffusé en de nombreux exemplaires.
- [136] Sur Sir Robert Williams, voir note 77. Sur Léopold II, Cecil Rhodes, Robert Williams et le Katanga, voir : STENGERS, J. 1982. Le Katanga et le mirage de l'or, pp. 173-175.
- [137] Le prince Albert rencontra en Rhodésie et au Katanga les «Anglais» suivants : Tom Bayne, beau-frère de R. Williams et représentant de celui-ci à l'U.M.H.K., établi à Kambove ; George Grey, qui avait dirigé en 1901-1902 les missions de prospection minière lancées au Shaba par Williams, directeur à la T.C.L. ; A. Gordon Keith résidant à Bulawayo ; un certain Mac Donald, colon établi non loin de l'Étoile, qui recrutait de la main-d'œuvre pour le chemin de fer en construction ou pour les mines ; Nottage (Australien ?), désigné par la T.C.L. et par l'U.M.H.K. pour le transit à Broken Hill terminus du chemin de fer ; Arthur Pearson, médecin en chef au service de la T.C.L. et de l'U.M.H.K. ; Stevens, directeur des travaux du chemin de fer Broken Hill-Katanga ; F. E. Studt, géologue, qui fit partie des missions de prospection britanniques au Katanga et dont les publications scientifiques complètent celles de notre compatriote Jules Cornet ; (L. ?) Watson, directeur administratif de la T.C.L. ; Wilberley, directeur des chemins de fer rhodésiens. Tous ces noms figurent soit dans le journal de voyage, soit dans ses lettres adressées durant le périple africain à la princesse Élisabeth ou encore dans sa correspondance avec J. Ingenbleek. Il rencontra certainement d'autres citoyens britanniques dont il ne cite pas le nom.
- [138] Lettre du prince Albert à Ingenbleek, Broken Hill, 27 avril 1909. THIELEMANS, M.-R. & VANDEWOUDE, E. Le Roi Albert au travers de ses lettres inédites, p. 335.
- [139] Lettre du prince Albert à Ingenbleek du 27 avril 1909 citée dans la note précédente.
- [140] STENGERS, J. 1982. Le Katanga et le mirage de l'or, pp. 149-175 ; l'auteur souligne l'intérêt manifesté par Cecil Rhodes pour le Katanga et le rôle important joué par R.

- Williams dans la (première) mise en valeur du sous-sol de cette province. Voir encore TIBBAUT, E., s.d. (1910). Katanga. Le Comité Spécial. Bruxelles, s.d., 18 pages ; Comité Spécial du Katanga 1900-1925. Bruxelles, 1927, 122 pages ; Union Minière du Haut Katanga 1906-1956, Bruxelles, 1956, *passim* ; Union Minière du Haut Katanga. Évolution des Techniques et des Activités sociales 1906-1956. Bruxelles (1956), *passim*.
- [141] L'ingénieur Reuter et l'ingénieur électricien Armand Bertholet ; ce dernier fut le premier représentant de l'U.M.H.K. à Lubumbashi. Voir : Union Minière 1906-1956. Évolution des Techniques, pp. 279-280.
- [142] Des «fermes» ou exploitations agricoles, destinées à assurer le ravitaillement en vivres frais, furent établies par l'U.M.H.K. sur la Kafubu, à Kambove et sur la Lupoto. Les résultats enregistrés par ces «fermes» furent assez médiocres ; les terres arables des hauts plateaux sont assez pauvres et le personnel européen avait peu d'expérience en matière de cultures sous les tropiques. Voir : Union Minière 1906-1956. Évolution des Techniques, p. 279. — Le prince Albert visita l'exploitation agricole de la Kafubu ; il trouvait que l'entreprise était très limitée. L'arrivée du rail à Élisabethville venant du Cap permettra à partir de 1911 de mieux résoudre le problème du ravitaillement.
- [143] Voir : Union Minière 1906-1956. Évolution des Techniques, pp. 279-280.
- [144] Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga 1906-1956. Bruxelles, 1956, *passim* ; Union Minière 1906-1956, *passim*.
- [145] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 29.
- [146] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 32.
- [147] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 15-16.
- [148] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 16.
- [149] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 9.
- [150] Il s'agit du chef de secteur Padoue et du vérificateur des Impôts Vandersmissen. Voir Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 17-18.
- [151] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 19.
- [152] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 33.
- [153] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 41.
- [154] Sur le docteur Jean Émile Van Campenhout (1865-1956), inspecteur général au Service de l'Hygiène du Ministère des Colonies, voir : DUBOIS, A. 1968. *Biographie belge d'Outre-Mer*, 6, col. 167-171.
- [155] Sur le docteur Alphonse Rodhain (1876-1956), voir : DUBOIS, A. 1968. *Biographie belge d'Outre-Mer*, 6, col. 858-861.
- [156] Sur le docteur Giovanni Battista Trolli (1876-1942), médecin en chef adjoint de la Colonie, voir : GÉRARD, P. 1955. *Biographie coloniale belge*, 4, col. 885-887.
- [157] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 44.
- [158] CORNET, René-Jules. Bwana Muganga, pp. 157-158.
- [159] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 42.
- [160] Sur les travailleurs recrutés pour cause d'utilité publique, voir le décret du roi-souverain du 30 juillet 1891 et celui du 3 juin 1906 (*Bulletin officiel de l'État Indépendant du Congo*, 1906, pp. 254-255).
- [161] Émile Royer, député socialiste wallon.
- [162] Voyage au Congo belge par Cape Town, pp. 74-78 ; et note du prince Albert intitulée Chemin de Fer des Grands Lacs. APR, AE 326.

- [163] Paul Hymans (1865-1941), homme d'État belge.
- [164] Sur les débats à la Chambre des Représentants relatifs aux travailleurs d'utilité publique, voir : *Annales Parlementaires* (Chambre des Représentants), séances du 16 et 31 mars 1909, pp. 969-984 et 1111-1130. Les interpellations de Royer et Vandervelde portaient sur les travailleurs d'utilité publique, en particulier à la C.F.L. Sur l'ordre du jour adopté par la Chambre, voir : séance du 1<sup>er</sup> avril 1909, pp. 1131-1132.
- [165] Voyage au Congo belge par Cape Town, p. 48.

Achévé d'imprimer le 16 juin 1990  
par l'imprimerie  
Universa B.V.B.A., Wetteren

Gedrukt op 16 juni 1990  
door drukkerij  
Universa B.V.B.A., Wetteren